

M & B

MINING AND BUSINESS

SEPTEMBRE - OCTOBRE N° 14

HÉLÈNE MIASUEKAMA
DU NOUVEAU POUR CANAL+
BRAND NEW TO CANAL+

LOI DE FINANCES 2017

EXCLUSIF!

DEBRIEFING DRC MINING WEEK



5 USD

**MEILLEURE
CONNECTIVITE,
MEILLEURE
PERFORMANCE**



5
EDITORIAL

6
COULISSSES
BEHIND THE SCENE
Les millions disparus de la
Gécamines
Gécamines' missing millions

8
CORRESPONDANCE
CORRESPONDENCE
La vie d'un banquier en RDC
A Katanga banker's life

10
CARICATURE

À LA UNE INTERVIEW
Hélène MIASUEKAMA, Directrice
Générale de Canal+ RDC
CEO of Canal+ RDC

18
BANQUE & FINANCES
BANK & FINANCES

22
REGARD CLOSE UP

24
DOSSIER SPECIAL
DRC MINING WEEK
DRC Mining Week report

64
GÉOLOGIE GEOLOGY
Le potentiel du calcaire
Overview over the Limestone
Potential

66
ENVIRONNEMENT
ENVIRONMENT
La sixième extinction de masse des
animaux s'accélère
The sixth mass extinction of
animals
accelerates

70
EXPERTS INSIDER REPORT
RDC, la loi de finances 2017 -
Finance law 2017 in the DRC

74
PARCOURS PORTRAIT
Soro Solo, mégaphone parisien de
l'Afrique militante
megaphone of militant Africa in
Paris

80
LIFESTYLE
Culture : l'ASBL Picha

86
EN BREF - NEWS IN BRIEF

91
VU
Canal+ le lancement de A + Sport
A+ sport Channel launch

89
INDEX ANNONCEURS
ADVERTISERS SUMMARY

90
M&B
VOUS DONNE
RENDEZ-VOUS AU PROCHAIN
NUMERO

steellubumbashi

02 Avenue Kigoma
Q/ Industriel

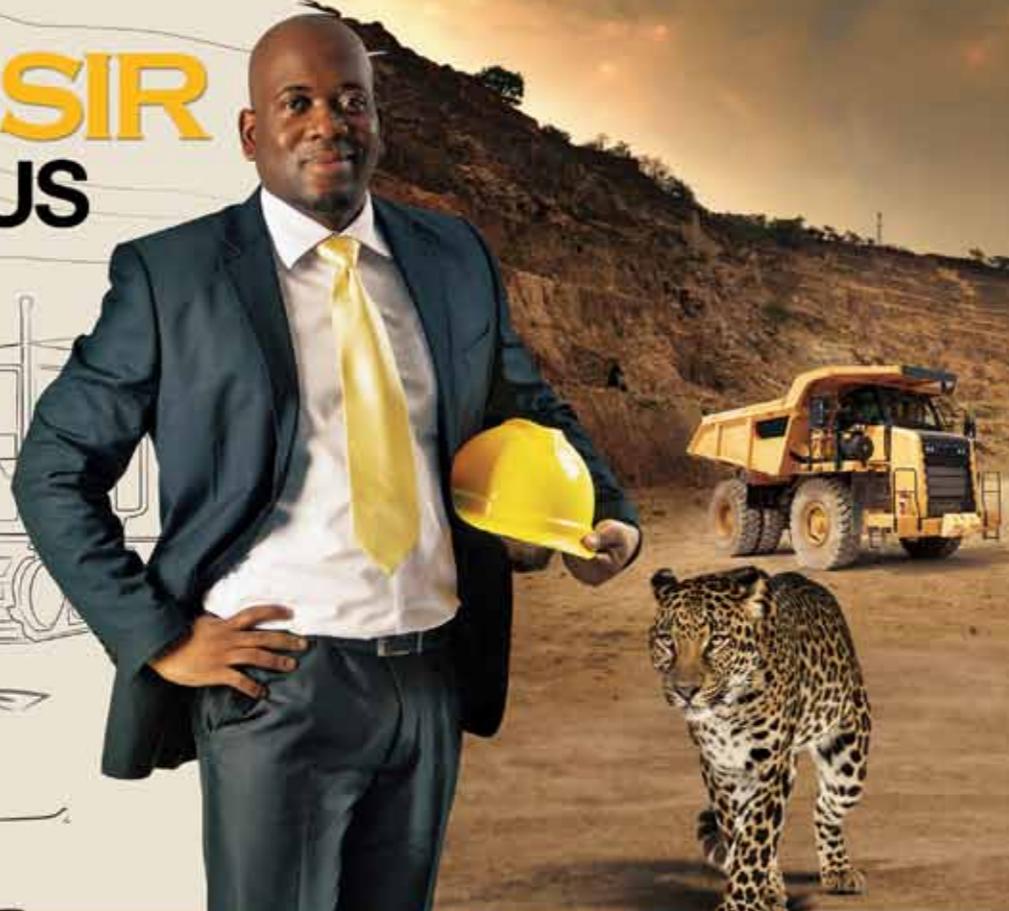
+243 82 78 STEEL

+243 82 78 78335

info@steellubumbashi.com

steellubumbashi

REUSSIR AVEC VOUS



RAWBANK, votre banque, poursuit une politique commerciale très active, dans le respect de ses clients, de l'ensemble du marché et avec une excellente maîtrise de ses risques tant opérationnels que de crédit. Elle confirme son leadership, avec une part de marché moyenne de 25% sur le total des dépôts et des crédits.

Alors qu'elle célèbre cette année son 15^{ème} anniversaire, RAWBANK reste ainsi une banque leader dont la progression est supérieure à celle du secteur bancaire congolais pris dans son ensemble. Elle est par ailleurs fortement engagée dans le financement de l'économie du pays, notamment auprès du secteur privé, des particuliers et en faveur de l'inclusion financière.

Grâce à votre appui, nous continuons de consolider notre position et faire de votre banque, un acteur clé du développement de l'ensemble du pays.

Contact :

3487, Boulevard du 30 juin , Kinshasa.
République Démocratique du Congo.
Tél. +243 99 60 16 300 / Numéro gratuit: 4488

www.rawbank.cd

Rawbank Rawbank sa



RAWBANK

is my bank.

ÉDITO

La DRC Mining Week a été un franc succès, le Makutano le sera aussi. Oui, mais...

La DRC Mining Week a été organisée à Lubumbashi fin juin. Le Makutano à Kinshasa est l'événement de septembre. À chaque fois, Mining and Business, votre magazine est partenaire média. Les entreprises ont l'occasion de présenter leurs projets, de montrer au monde combien elles sont motivées pour créer de la valeur ajoutée et satisfaire leurs actionnaires. Le Makutano annonce fièrement que « le développement de la RDC doit être fondé sur une base nationale ». Tout le monde se réjouit des bonnes perspectives qui se dessinent à l'horizon grâce à une remontée des prix du cuivre et du cobalt.

Mais ... au même moment, un responsable de la FEC a dressé un bilan sombre de l'état de l'économie, qualifiée de chaotique. Les grands patrons se sont tous plaints de l'inaction de l'État en matière de formation, de fourniture d'électricité, d'infrastructures routières et ferroviaires ou de programmation sociale. Et sur fond de révision du Code minier visant à améliorer les recettes de l'État, on apprend que des centaines de millions de dollars destinées au Trésor public ont disparu et que l'insécurité juridique est la norme. Enfin, il existe dans notre pays en développement une préséance du politique sur l'économie et malheureusement, tant que le politique sera en crise, les perspectives économiques resteront en berne. Dans ces circonstances et malgré quelques perspectives alléchantes, comment créer un climat des affaires qui attire les investisseurs nationaux et internationaux ?

Georges Brasseur
Rédacteur en chef

The DRC Mining Week was a fair success, the Makutano will also be. Yes, but...

The DRC Mining Week was organized in Lubumbashi late June. The Makutano in Kinshasa is September's main happening. Each time, your Mining and Business magazine is the event's media partner. Companies have the opportunity to present their projects, to show the world how much they are motivated to create value and satisfy their shareholders. The Makutano proudly announces that "the development of the DRC must be based on a national basis". Everyone welcomes the prospects looming on the horizon thanks to a recovery in the prices of copper and cobalt.

But... at the same time, a manager of the FEC took stock of the bad economic situation, qualifying it as chaotic. The big bosses have all complained of the State's inaction in the fields of training and education, the provision of electric power, road and rail infrastructure, and social programming. And while a substantive review of the Mining Code aims at securing increased State revenues, we learn that hundreds of millions of dollars for the public Treasury have disappeared and that legal uncertainty is the norm.

Finally, in our developing country, politics prevail over economics and unfortunately, as long as the political crisis is not solved, the economic outlook will remain at half-mast. In these circumstances, and despite a few enticing prospects, how to create a business climate that attracts national and international investors?

Georges Brasseur
News Editor

LES MILLIONS DISPARUS DE LA GÉCAMINES

L'ONG Global Witness relève que 750 millions de dollars de recettes minières destinées au Trésor public congolais se sont évaporés entre 2013 et 2015



Ayant une dette de plus de 1 milliard de dollars, la Gécamines est une fois encore épinglée pour des soupçons de détournements massifs. Entre 2013 et 2015, pas moins de 750 millions de dollars des recettes minières destinées au Trésor public se sont évaporés, souligne Global Witness dans un rapport intitulé *Distributeur automatique du régime*, rendu public le 21 juillet. La GCM peine à rémunérer ses salariés, ne reverse à l'Etat aucun dividende et ne paie qu'une somme dérisoire par an d'impôts, selon l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

Global Witness qui s'appuie notamment sur les données de l'ITIE, relève qu'entre 30 % et 40 % du total des revenus miniers qui doivent revenir à l'Etat ne parviennent pas à destination. «Cet argent est conservé par divers organismes fiscaux pour leurs 'fonds propres' ou disparaît, absorbé par la Gécamines. Personne ne sait à quoi sert cet

argent. » Selon le rapport, ces fonds, devant servir à financer des services publics essentiels pour le peuple congolais, atteignent \$ 1,3 milliard si on y ajoute les paiements dus par les compagnies à d'autres organismes du gouvernement et une administration fiscale provinciale dissoute depuis lors. Ce chiffre représente, apprend-on, entre 30 et 40% du total de paiements devant être versés au Trésor. Selon l'organisation, le «principal responsable» de ces volatilisations d'argent, serait la compagnie publique, Gécamines. Si cette dernière est reconnue comme ayant joué un rôle clé dans la transformation de l'industrie minière congolaise (le pays est passé de 16 000 tonnes de cuivre produits en 2003, à environ 1 million de tonnes depuis 2014, devenant le 1er producteur africain), en termes de génération de revenus pour l'Etat, le constat est tout autre depuis quelques années.

Vache à lait du pouvoir

La privatisation de la compagnie est un triste mythe. L'Etat reste l'unique actionnaire d'une société désormais incapable d'exploiter elle-même les mines de cuivre et de cobalt. La Gécamines se contente de percevoir des redevances sur une vingtaine de projets d'exploitation confiés à des entreprises d'Europe, des Etats-Unis, de Chine ou du Kazakhstan. La corruption est banalisée. «La Gécamines joue un rôle crucial dans le détournement des revenus du Trésor public», explique Global Witness dans son rapport.

En 2014, selon les données de l'ITIE, la société n'a payé que \$ 15 millions de taxes des \$ 265 millions de revenus miniers déclarés par le gouvernement. En 2015, elle n'a versé que \$ 21,8 millions des \$ 249 millions déclarés.

GÉCAMINES' MISSING MILLIONS

Global Witness alleges that 750 million dollars of tax revenue from the mining sector destined for the Treasury have evaporated between 2013 and 2015



With a debt of more than \$ 1 billion, Gécamines (GCM) is once again pinned on suspicion of massive embezzlement. Between 2013 and 2015, not less than 750 million dollars of the tax revenues from the mining sector that should have been paid to the public Treasury have disappeared, says Global Witness in a report entitled *Distributeur automatique du régime* (An ATM for the regime), published Friday, July 21. GCM can barely pay its employees, doesn't pay dividends to the State and pays a paltry sum per year in taxes, according to the Initiative for transparency in the extractive industries (EITI). Relying in particular on EITI data, Global Witness finds that between 30 % and 40 % of the total mining revenues due the State do not reach their destination. "This money is kept to their 'own funds' by various tax bodies or disappears, absorbed by Gécamines. Nobody knows what this money is used for". According to the report, these funds meant to finance essential public services to the Congolese people, reach \$ 1.3 billion if one adds the payments due by the companies to other government agencies and a provincial tax administration dissolved since then. We learn this figure represents between 30 and 40% of the total payments due to the Treasury. According to Global Witness, the public company Gécamines is the leader in these 'volatilisations' of money. Even if Gécamines is recognized as having played a key role in the transformation of the Congolese mining industry (the country evolved from 16,000 tonnes of copper produced in 2003, to approximately 1 million tonnes from 2014, becoming the 1st African producer), the situation is quite different in terms of revenue generation for the State, since a few years.

Cash cow of the regime

The privatization of Gécamines is a sad story. The State remains the sole shareholder of a company unable to run the copper and cobalt mines. Gécamines merely collects royalties on 20 projects entrusted to European, American, Chinese or Kazakh companies. Corruption is trivialized. "Gécamines plays a crucial role in the diversion of revenues from the public Treasury", Global Witness says in its report. In 2014, according to EITI data, the company paid only \$15 million of mining taxes on the \$265 million reported by the Government. In 2015, it has paid only \$21.8 million of the reported \$249 million.

Source : Agence Ecofin/Le Monde Economie/ Joan Tilouine

"This money is kept to their 'own funds' by various tax bodies or disappears, absorbed by Gécamines."

L'AVIS D'UN BANQUIER

Chers collègues,

Depuis nos derniers échanges, l'environnement évolue et avec lui l'impact de la logistique sur les risques et les coûts liés à notre région du Sud Congo. Concrètement, la quasi-totalité des marchandises, des métaux et des concentrés rentrent ou sortent par un point-cléf : le poste-frontière de Kasumbalesa. La totalité du cuivre issu des sous-sols du Haut-Katanga et du Lualaba transite par cette sortie. Cela représente près de 2 800 tonnes de cuivre quotidiennement réparties sur une centaine de camions. A cela s'ajoutent les autres marchandises, soit un volume global moyen de l'ordre de 250 camions. La ville est devenue une métropole frontière dont la population est estimée à 350 000 habitants.

Cet axe de sortie est assez logique dans le contexte actuel, mais l'histoire a montré que la logique peut changer selon les époques. Le poste de Dilolo par exemple, était en d'autres temps le point de sortie principal de la province vers l'Ouest via le port angolais de Lobito. Le rail était alors le vecteur évident et économiquement supportable de la sortie des minerais bruts vers leurs acheteurs. Tous les chemins mènent à Rome, mais la Rome katangaise voit aujourd'hui une concurrence naissante et le proverbe sera vraisemblablement contredit dans les prochains mois. Si Dilolo semble endormie pour une durée conséquente (le train n'y circule presque plus), de nouvelles voies d'accès (ou de sortie) sont

en train de naître dans l'ex grande province. La première au Sud-Ouest, qui sera la desserte principale de la nouvelle province du Lualaba entre Kolwezi et Solwezi chez le voisin zambien. La seconde, déjà célèbre depuis le début de l'exploitation minière du pays, à Kalemie.

Comme dans l'entrelacement des aiguillages à la sortie d'une gare, le train finit toujours par prendre une voie, pourtant pas évidente au départ, et la concurrence entre les projets est forte ; elle est de toute manière inéluctable. L'avenir à moyen et long terme du pays sera dans l'agriculture et un point unique de sortie des denrées est inenvisageable. Le Brésil en a vécu l'expérience, des millions de tonnes de marchandises périssables ayant été perdues.

Kolwezi et Kalemie devraient donc devenir à brève échéance les deux nouveaux hubs de transit de l'ex Katanga. Si Kalemie n'a jamais cessé de fonctionner, cette route commerciale devrait reprendre de l'importance à mesure que la nouvelle province du Tanganyika accélère son développement. Les grues belges des années 1950 continuent aujourd'hui leur ballet de chargement et de déchargement des barges venues de Tanzanie dans le port de la ville. Mais les exportations sont bien réduites au regard du potentiel agricole et minéral de la région. La Route Est voit donc son avenir redémarrer sous l'impulsion des autorités provinciales récemment arrivées pour développer, non seulement la

province elle-même, mais également le centre du pays qui dépend des approvisionnements faits par cette route commerciale. Le cas de Kolwezi répond en revanche à une problématique différente. Nouvelle province certes, mais surtout une forte croissance de production et d'exportation de métaux y est attendue dans les mois et années à venir.

Près de 1 500 000 tonnes de cuivre cathodes devraient en sortir à horizon 2021/2022 — l'horizon à court terme est donc déjà demandeur. La gestion des risques est notre métier et la diversification, notre principal conseil. Diversifier les routes commerciales dans le pays est bien entendu positif. Cependant, la concentration des routes d'export du minerai vers un seul pays, la Zambie, ne représente-t-elle pas un report du risque sur l'étape suivante de la route ?

Bien sincèrement
Joost Van Vlierberghe

Nouvelle province certes, mais surtout une forte croissance de production et d'exportation de métaux y est attendue dans les mois et années à venir.

BANKER'S POINT OF VIEW

Dear Colleagues,

Since my last message, the environment in our region of southern Congo is changing, and so is the impact of logistics on business risks and costs. Almost all goods, metals and concentrates enter or exit the former province of Katanga through one — and only one — key point: the border post of Kasumbalesa in the extreme South-East of the DRC. All of the copper extracted from Upper Katanga and Lualaba subsoils transits through this outlet. Over 100 trucks cross the border daily with nearly 2,800 tons of copper. If one takes other export goods into account, the total average number of transiting trucks amounts to 250. Kasumbalesa grew into a border city with an estimated population of 350,000.

Today, the Kasumbalesa exit road is quite logical but history has shown that logic can change in relation to facts. Previously, Dilolo was the main exit point of the former province of Katanga as goods were sent on their way westwards to the Angolan port of Lobito, the railroad to the Atlantic being at the time the most obvious and economically viable outlet for raw minerals. All roads lead to Rome, as the proverb goes, but today the Katangese Rome faces nascent competition and the proverb is likely to be contradicted in the coming months. If Dilolo seems to have been asleep for a long period of time (almost no trains arrive there anymore), new access (or exit) roads are taking shape. The first one to the Southwest, is to be the principal access to the new province of

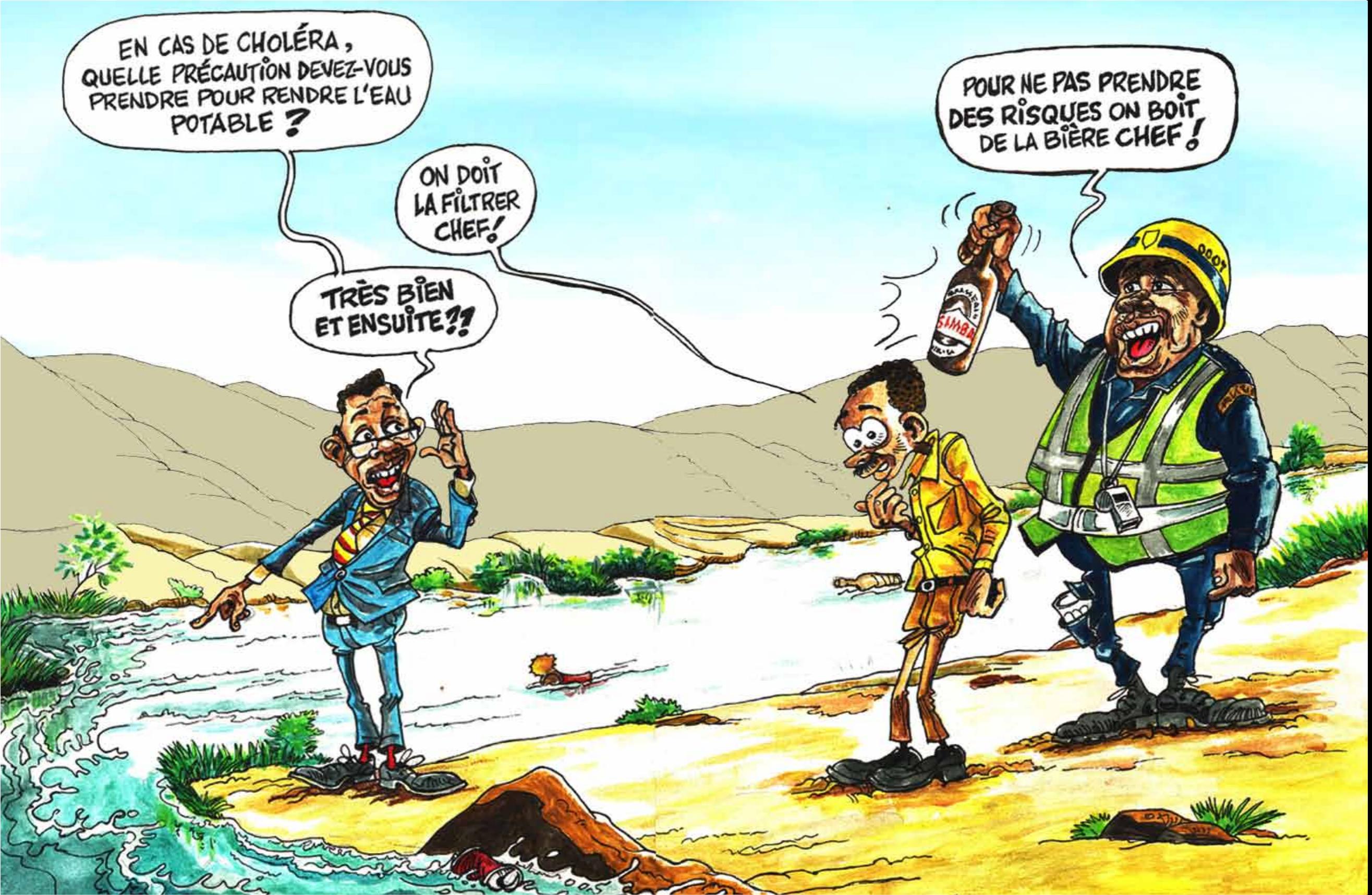
Lualaba and link Kolwezi to Solwezi, its Zambian neighbor. The second one, famous already since the beginning of mining in the country, will be developed in Kalemie. At the exit of a railway station, and although it is not always obvious at the outset, shunting leads the trains to find their path. As with trade roads, competition between projects is strong. In the long run — and even in a not too distant future — the country's future lies in agriculture. A single exit point for food is not an option. Brazil's experience has demonstrated one is not enough, where millions of tonnes of perishable goods were lost. In the short term, Kolwezi and Kalemie should become the new transit

hubs of former Katanga. Kalemie never stopped working, but the eastern trade route should regain importance as the new province of Tanganyika accelerates its development. Today, the old Belgian cranes of the fifties continue their ballet of loading and unloading barges crossing the lake from Tanzania. But exports are scarce when taking into account the agricultural and mineral potential of the region.

The future of the Eastern Road will depend on the leadership of the new provincial authorities, and their efforts to develop the province and its hinterland depend on this trade route for supplies. In contrast, the case of Kolwezi meets a different problem. W Exports of about 1,500,000 tons of copper cathodes are expected on the horizon of 2021/2022. The short-term horizon is already calling for better export facilities. Risk management is our business and diversification, our main counsel. Of course, diversifying a country's trade routes is positive. However, if these diversified routes come together in only one country, Zambia, doesn't this simply postpone the risk to the next step on the road?

Sincerely,
Joost Van Vlierberghe

Above all, the new province of Lualaba expects a strong growth in the production and export of metals in the months and years to come.



Michele Bongoliz

-In case of cholera, which precautions should you take to make water drinkable?
 -We should filter, boss!
 -Very good and then?
 -To avoid any risks we drink beer boss!

HÉLÈNE MIASUEKAMA, DG DE CANAL+ RDC

Mining & Business a rencontré Hélène Miasuekama Kiese, directrice générale de Canal+ RDC. Elle nous parle de son travail et des réalisations de son entreprise



Mining & Business: Pourriez-vous vous présenter et nous retracer votre parcours professionnel ?

Hélène Miasuekama Kiese : Je suis née à Kinshasa et j'y ai effectué mes études primaires et secondaires. J'ai poursuivi mon cycle universitaire en Belgique et j'ai obtenu un diplôme d'ingénieur commercial ainsi qu'un MBA en gestion. Je suis revenue à Kinshasa en 2004 et j'ai commencé à travailler comme contrôleur de gestion dans une société maritime de la place. J'ai ensuite gravi les différents échelons jusqu'à devenir directeur financier en charge des deux Congo. C'est en 2012 que j'ai rejoint l'équipe de Canal+ RDC en tant que directeur financier. Depuis 2016, je suis la Directrice générale de la société.

M&B : En quoi consiste votre travail au sein de Canal Plus ?

HMK : En tant que Directrice Générale, je suis comme un 'chef d'orchestre'. Mon premier rôle consiste à trouver les compétences dont la société a besoin et à s'assurer que chacun est à la bonne place. En second, je donne la direction, la vision à suivre à court, moyen et long terme. Il me faut cependant rester à l'écoute des équipes et du marché pour fixer des objectifs réalistes. Et enfin, je m'assure que les équipes travaillent ensemble en harmonie pour atteindre les objectifs fixés. Ce sont les trois piliers internes. En externe, mon rôle principal consiste à asseoir la notoriété de notre marque.

M&B : Quels sont les chiffres-clés de Canal+ en RDC ? Nombre d'abonnés, chiffre d'affaires et personnel ?

HMK : Depuis l'ouverture de la filiale en 2012, Canal+ RDC a multiplié par huit le nombre de ses abonnés. Aujourd'hui, nous assurons 150 emplois directs et plus de 1000 indirects.

M&B : Comment se présente le marché de la télédistribution en Afrique en général et en RDC en particulier ? Quel est le potentiel de ce marché en termes de chiffres ?

HMK : Avec l'ère du numérique, la télédistribution est en plein essor en Afrique et en RDC. Avant toute chose, je tiens à préciser que Canal+ RDC ne fait pas de la télédistribution vu qu'elle utilise un satellite pour faire parvenir les images à ses abonnés. Un réseau de télédistribution nécessite une station de tête composée d'antennes terrestres, un réseau de distribution et enfin un terminal récepteur spécifique. En RDC en particulier, les opérateurs de la télévision numérique sont de plus en plus nombreux depuis 4 ans et l'offre est variée. Le groupe Canal+ en Afrique y a vu une opportunité certaine vu

qu'en 2016, il a lancé le produit Easy TV qui est disponible à Lubumbashi et à Kinshasa.

M&B : Quelle est l'importance de la TNT dans les pays africains ? Quels sont les avantages et les inconvénients pour les abonnés d'une part et pour les opérateurs tels que Canal Plus d'autre part. Avez-vous des chiffres à donner à cet effet ?

HMK : La TNT pour les pays africains représente l'avenir. L'Afrique doit prendre résolument le train de l'évolution technologique et celle-ci passe par le numérique et par la TNT en particulier quand on parle de télévision. Les principaux avantages de la TNT pour l'abonné sont la qualité de l'image, la qualité du son et la fluidité du signal de réception. Pour un opérateur TNT, il y a en plus la possibilité de customiser les bouquets selon les villes ou les régions. En termes d'inconvénients, pour l'abonné, le principal est la nécessité d'acheter un décodeur pour avoir accès aux images. Pour un opérateur TNT, les inconvénients sont le nombre limité des fréquences et une couverture partielle, car très liée à la topographie des terrains.

M&B : Quelles sont les difficultés qui se posent dans le secteur de la télédistribution en Afrique et en RDC. Quelles sont les solutions qui peuvent être apportées ?

HMK : La réponse à cette question ne pourrait être que politique vu que les difficultés sont beaucoup liées au bon vouloir des gouvernements. Je préfère ne pas y répondre surtout vu le contexte de la RDC.

M&B : Quels sont les projets de Canal Plus en RDC ?

HMK : L'ambition affirmée du Groupe Canal+ RDC en Afrique est que pour 2020, un foyer électrifié sur deux en Afrique soit équipé avec un produit Canal+. Le grand projet de Canal+ RDC est de transcrire cet objectif au niveau de la République Démocratique du Congo et de l'atteindre avant 2020. Cela passera par nos produits

satellites, TNT, VOD... Nous continuerons d'innover afin de devancer les désirs de nos clients et d'assurer notre position de leader dans le divertissement.

MINING & BUSINESS MET WITH HÉLÈNE MIASUEKAMA KIESE, CEO OF CANAL+ DRC

She tells us about her work and the activities of her company



"Being a CEO is like directing an orchestra. My first task is to find people who are competent to work in our company and be satisfied everyone is in the right place"

Mining & Business: Could you present yourself and tell us about your professional career?

Hélène Miasuekama Kiese : I was born in Kinshasa where I attended primary and secondary school. Later, I went to the university in Belgium and graduated first as a commercial engineer and later as an MBA. I returned to Kinshasa in 2004 and started to work as a financial controller in a maritime company. I climbed the professional ladder and became financial director for the two Congo's. In 2012, I joined the Canal+ DRC staff as a financial director. I was nominated CEO in 2016.

M&B: What exactly is your job at Canal+?

HMK: Being a CEO is like directing an orchestra. My first task is to find people who are competent to work in our company and be satisfied everyone is in the right place. Secondly, I determine the direction we're going in, the short, middle and long-term vision. But I have to keep listening to the staff and to the market in order to develop realistic objectives. And, finally, I have to ascertain that our teams are working together in harmony to achieve these objectives. These are the three internal pillars. As to my external work, my principal role is to establish and strengthen the reputation of our brand.

M&B: What are the key numbers for Canal+ in the DRC? Number of subscribers, sales, staff, etc.?

HMK: From the opening of our subsidiary in 2012, Canal+ DRC has multiplied the number of its subscribers by eight. Today, we have 150 people working directly for us and more than 1,000 working indirectly.

M&B: What are the key numbers for Canal+ in the DRC? Number of subscribers, sales, staff, etc.?

HMK: In this the digital age, cable television is booming in Africa and in the DRC. First and foremost, I would like to point out that Canal+ DRC doesn't have cable television because we use a satellite to send images to our subscribers. A cable television network requires a head station with terrestrial antennas, a distribution network and finally a specific receiver terminal. For the last four years, more and more digital operators have been active in the DRC, and there is a wide range of supply. In 2016, the Canal+ Africa Group has seen the opportunity to launch the Easy TV product which is available today in Lubumbashi and Kinshasa.

M&B: What is the importance of DTT in African countries? What are the advantages and disadvantages for subscribers on the one hand and for operators such as Canal+ on the other? Can you cite numbers to this effect?

HMK: DTT represents the future for African countries. Africa must resolutely take the train of technological change and this goes past digital technology and DTT in particular when it comes to television. For the subscriber, the main advantages of DTT are the quality of the image, the quality of the sound and the fluidity of the signal received. For a DTT operator, it presents an increasing ability to customize packages according to cities or regions. The principal disadvantage for the subscriber is the need to buy a decoder to access the images. For a DTT operator, the disadvantages are the limited number of frequencies and partially poor coverage as a result of the topography of the land.

M&B: : What are the main challenges for cable television in Africa and the DRC? What solutions can be found?

HMK: The answer to this question is political because the challenges are very much related to the goodwill of Governments. I prefer not to answer, especially with regard to the current political situation in the DRC.

M&B: What projects does Canal+ have in the DRC?

HMK: Our Group's stated ambition is that in 2020, one electrified African home out of two will benefit from our products. The big Canal+ project in the DRC is to transcribe this target throughout the country and reach it before 2020. This will be done through our satellite products, DTT, VOD, etc. We will continue to innovate in order to meet the wishes of our customers and maintain our leading position in entertainment.

"DTT represents the future for African countries. Africa must resolutely take the train of technological change and this goes past digital technology and DTT in particular when it comes to television."

myCANAL

**VOS PROGRAMMES
OU VOUS VOULEZ,
QUAND VOUS VOULEZ**

myCANAL

est un service inédit, disponible quel que soit votre écran (ordinateur, tablette et/ou smartphone) et permet de :



Regarder en direct 40 chaînes.



Revoir quand vous voulez les émissions, films et séries CANAL+.



Choisir vos programmes en un clin d'œil grâce à la Grille TV.

En plus, myCANAL est un service inclus à partir de toutes formules ACCESS, EVASION, LES CHAINES CANAL+, EVASION+ et/ou TOUT CANAL+*.

Alors, n'hésitez plus !

*Service inclus pour toutes formules: ACCESS, EVASION, les chaînes CANAL+, EVASION+ et/ou TOUT CANAL+. Sous réserve de disposer du matériel compatible (PC / Mac, Tablette, Smartphone sous iOS ou Android) et d'une connexion internet haut débit (1 Mbps). Pour Tablette et Smartphone, sous réserve du téléchargement de l'application myCANAL Afrique et d'une connexion WiFi, 3G et/ou 3G+.



CONTACTS :

+243 811 816 938
 +243 998 635 966
 +243 811 630 480
 info@mdservices.com

MD SERVICES SARL

La solution pratique et adaptée pour une gestion du personnel axée sur le résultat.

MD Services Sarl est une entreprise de droit Congolais qui a comme objectif en République Démocratique du Congo et à l'étranger, soit par elle-même, soit par l'entremise des tiers, personnes physiques ou morales, soit conjointement, soit en participation ou sous toute autre forme légale, toutes activités se rapportant directement ou indirectement à la sous-traitance du personnel dans tous les domaines. MD Services est une société 100 % Congolaise qui a été créée en 2005 dans le but d'apporter des solutions aux multiples problèmes de la main d'œuvre auxquelles se confrontent nombreuses sociétés nationales et étrangères œuvrant en RDC et ainsi contribuer à l'éradication du chômage qui gangrène la jeunesse en particulier et la population congolaise en général.

MD Services fournit actuellement du travail à plus de quinze entreprises étrangères (15) en République Démocratique du Congo et gère plus de trois mille (3000) employés. MD Services propose une large gamme de services dans le domaine de la sous-traitance. La réputation de la compagnie est fondée sur la haute qualité des services qu'elle offre à tous ses partenaires opérant au Congo.

Nous observons avec rigueur une éthique des affaires dans le respect de normes. Nous sommes transparents et responsables dans toutes les questions internes et externes, conformément aux normes internationales, les lois de la République et les termes des accords avec les politiques de confidentialité de nos partenaires.

Avec une expérience de plus d'une décennie dans l'externalisation des ressources humaines à divers partenaires (par exemple RAND GOLD, KIBALI GOLD MINES, BOART LONGYEAR, SHAFT SINKERS, GROUPE FIVE, OREZONE, MASTER DRILLING, CIMKO, PPC BARNET, etc.) dans leurs domaines respectifs tels que l'exploration, la construction, le

forage, la fabrication du ciment et les activités de développement minier dans des contrées du Congo profond et des régions jadis touchées par des guerres civiles dans le pays ; en particulier au Sud-Kivu, en Province Orientale et au Maniema. MDS est convaincu que les services que nous offrons auront un impact positif sur l'efficacité et l'efficience des opérations de toute entreprise opérant au sein de la R.D. Congo et par la manière de répondre à leurs objectifs et besoins organisationnels.

La mission de notre entreprise est de fournir un soutien aux activités de base de la chaîne de valeur d'une société d'exploitation en RDC. Pour ce faire, nous mobilisons, allouons et gérons les ressources humaines pour la mise en œuvre optimale des activités suivantes:

- Logistique d'approvisionnement (de transport, de réception, d'inventaire et de distribution);
- Fabrication (transformation des matières premières en produits finis, la construction, l'assemblage);
- Logistique marketing (la collecte, l'inventaire et la distribution des produits finis au client);
- Sécurité et gardiennage des bureaux, des entrepôts, des résidences, etc.;
- Entretien des installations;
- Et bien d'autres (tout type de service susceptible d'augmenter et de maintenir la valeur du produit ou de la société).



Mr Mudogo Didi, Managing Director, MD Services

MD SERVICES SARL

is the practical and tailored solution for all results based on human resources management.

MD Services Sarl is a company incorporated under Congolese law which has as its objective in the Democratic Republic of Congo and abroad, either by itself or through third parties, natural or legal persons, jointly or in partnership or in any other legal form, all activities relating directly or indirectly to Staff outsourcing in all sectors. MD Services is a 100% Congolese company founded in 2005 in a purpose to bringing solutions related to labor problems faced by many local and multinational companies operating in the DRC by contributing to the eradication of unemployment that particularly affects young people and the Congolese population in general.

MD Services currently provides work to more than fifteen multinational companies (15) in the Democratic Republic of the Congo and manages more than three thousand (3,000) employees.

MD Services offers a wide range of services in the field of outsourcing. The reputation of the company is based on its quality of services offered to all its partners operating in the Congo.

We rigorously observe a business ethic in compliance with standards. We are transparent and responsible in all internal and external matters, in accordance with international standards, the laws of the Republic and the terms of agreements with the privacy policies of our partners.

With more than a decade of experience in human resources management to various partners like (RAND GOLD, KIBALI GOLD MINES, BOARD LONGYEAR, SHAFT SINKERS, FIVE GROUP, OREZONE, MASTER DRILLING, CIMKO, PPC BARNET, etc...) in their fields of operation, respectively exploration,

National branches: Kinshasa, Lubumbashi, Doko, Bukavu
International offices: Johannesburg, Paris, Kampala

construction, drilling, cement and mining development activities in isolated areas of Congo and regions previously affected by civil war; in particular in South Kivu, Oriental Province and Maniema. MDS is convinced that the services it offers will have a positive impact on the efficiency and effectiveness on its partners operating in the DR Congo in a way to meet their objectives and needs.

Our mission is to provide support to the core activities of the value chain of a company operating in the DRC.

Therefore, we mobilize, allocate and manage human resources for the optimal implementation of the following activities:

- Supply logistics (transport, reception, inventory and distribution);
- Manufacturing (transformation of raw materials into finished products, construction, assembly);
- Marketing logistics (collection, inventory and distribution of finished products to the customer);
- Security and guarding of offices, warehouses, residences, etc.;
- Facilities maintenance;
- And many others (any type of services that increase and maintain the value of the product or that of the company).



Kinshasa demande un soutien financier

Face aux difficultés économiques, la RDC en appelle à la communauté internationale.

Dans une note d'information à destination des chancelleries occidentales et des institutions internationales, le cabinet du Premier ministre évoque des « difficultés économiques » liées à la conjoncture et demande l'aide des bailleurs de fonds. La primature demande un appui financier pour équilibrer sa balance des paiements ainsi que des appuis budgétaires. La raison avancée : avec l'effondrement du cours des matières premières qui constituent plus de 80% de ses exportations, les recettes ont fortement diminué. Mais ce n'est qu'une partie des raisons de ce marasme, car en début d'année, la Banque Mondiale soulignait aussi les mesures inappropriées prises par les autorités, exhortant Kinshasa à redresser la barre et à mieux surveiller ses

dépenses. Sans grand résultat puisque le gouvernement a creusé le déficit budgétaire qui a quasiment triplé en un an. Les caisses sont vides et la croissance est faible. Le pays manque cruellement de devises étrangères au point que le gouvernement veut demander aux compagnies étrangères de rapatrier en RDC 40% des devises qu'elles perçoivent de la vente des produits miniers. Le CDF devrait perdre en 2017 la moitié de sa valeur par rapport à l'an passé. Le taux d'inflation avoisine les 50% sur l'année, le pouvoir d'achat des Congolais pourrait donc être divisé par deux d'ici la fin de l'année. En conséquence, la Banque Centrale a dû augmenter considérablement les taux d'intérêt, ce qui décourage les investissements. Kinshasa en appelle donc aux bailleurs de fonds pour éviter de se retrouver en situation de défaut de paiement. Les chancelleries occidentales accueillent cette demande avec étonnement.

“Le pays manque cruellement de devises étrangères au point que le gouvernement veut demander aux compagnies étrangères de rapatrier en RDC 40% des devises qu'elles perçoivent de la vente des produits miniers.”

Étonnement des chancelleries occidentales

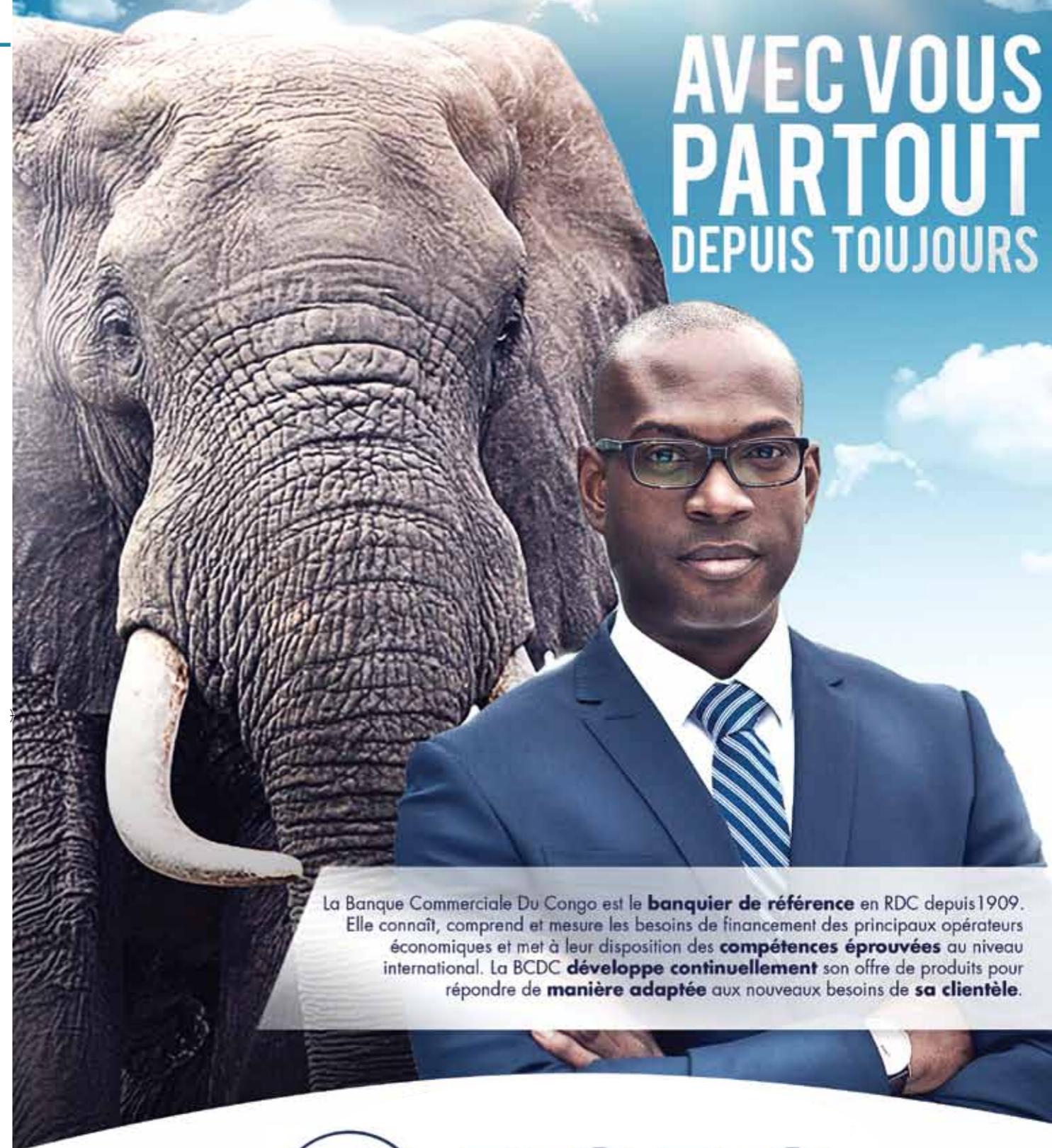
Pour Kinshasa la crise est conjoncturelle : la chute des cours des matières premières ne lui permet plus de payer ses importations ni de boucler son budget. Mais les chancelleries occidentales ont une vision diamétralement opposée : pour elles, la crise est avant tout politique. C'est l'incertitude sur la tenue des élections qui a mené le pays dans l'impasse. Une vision partagée par les bailleurs de fonds. Depuis 2012, le FMI n'a pas renouvelé son programme d'aide en raison du manque de transparence dans le secteur minier.

Le FMI pose des conditions

En réaction à la demande d'un soutien financier, le FMI a posé plusieurs préalables, notamment la stabilité politique, pour y répondre favorablement. L'institution financière exige pour entamer des discussions avec le gouvernement « une trajectoire crédible vers la stabilité politique ». En clair, le respect de l'Accord de la Saint-Sylvestre de décembre 2016, appliqué selon le régime Kabila, non encore appliqué selon la communauté internationale (UE, USA, ONU). Si cette trajectoire est tracée, le FMI s'est dit prêt à envoyer une équipe de ses experts en septembre

prochain pour un éventuel soutien financier dans le cadre de son guichet Facilité de Crédit Rapide (FCR). Cette équipe viendrait d'abord pour évaluer les besoins financiers du gouvernement après avoir dressé un bilan actualisé de la situation économique de la RDC.

Source : RFI/7sur7.cd



La Banque Commerciale Du Congo est le **banquier de référence** en RDC depuis 1909. Elle connaît, comprend et mesure les besoins de financement des principaux opérateurs économiques et met à leur disposition des **compétences éprouvées** au niveau international. La BCDC **développe continuellement** son offre de produits pour répondre de **manière adaptée** aux nouveaux besoins de **sa clientèle**.



BCDC
Bâtisseurs d'Avenirs

Kinshasa requests financial support

The DRC called on the international community for financial assistance to solve its economic difficulties.

The DRC called on the international community for financial assistance to solve its economic difficulties. In an information note to the western chancelleries and international institutions, the office of the Prime minister refers to "economic difficulties" related to the cyclic factors and requests the assistance of donors. The prime minister calls for financial assistance to redress the country's balance of payments as well as budgetary support. The

reason being: with the collapse of commodity prices, which constitute more than 80% of the DRC's exports, the state's revenues have decreased substantially.

But this is only part of the reasons of this crisis, because in the beginning of the year, the World Bank also drew attention to the inappropriate actions taken by the authorities, urging Kinshasa to take measures to redress the economy and to better monitor its expenditures. Without great result the government has widened the budget deficit, which has almost tripled in a year. The coffers are empty and

growth is low. The country lacks foreign exchange to the point that the Government wants to ask foreign companies to repatriate 40% of the currency they receive from the sale of mining products. The CDF is expected to lose half of its value over the previous year in 2017. As the inflation rate is situated at around 50% in 12 months' time, the purchasing power of the Congolese could be halved by the end of the year. Accordingly, the Central Bank had to increase interest rates, which discourages investment. Kinshasa therefore calls on donors to avoid ending in default of payment. Western chancelleries welcome this request with astonishment.

"La crise est avant tout politique." "The crisis is primarily political."

Astonishment of Western chancelleries

Kinshasa argues the crisis is due to cyclical factors: the fall in prices of raw materials no longer allows the DRC to pay for its imports or to balance its budget. But the Western chancelleries have a diametrically opposite vision: for them, the crisis is primarily political. It is the uncertainty over the holding of elections that led the country into a deadlock. A vision shared by donors. From 2012, the IMF did not renew its programme because of the lack of transparency in the mining sector.

In response to the request for financial support, the IMF asked several prerequisites, including

the political stability, to respond favourably. To initiate discussions with the Government, the financial institution requires the mapping of "a credible path toward political stability".

Clearly, this means compliance with the agreement of the eve of December 2016, applied according to the Kabila regime, not yet applied according to the international community (EU, USA, UN). If this path is mapped out, the IMF is ready to send a team of experts next September for possible financial support as part of its Fast Credit facility programme. This team would first come to assess the financial needs of the Government after completing an update of the economic situation in the DRC.

Source : RFI/7sur7.cd

VOS DONNÉES SONT PRÉCIEUSES, PROTÉGEONS-LES.

Ingénieurs et Experts Sécurité interviennent chez nos clients grands comptes et sur des missions d'audit et de conseil.

Notre équipe interne développe et intègre nos solutions de mobilité sécurisée.



TÉLÉPHONIE CHIFFRÉE

Chiffrez vos appels et protégez vos données partout et en toute simplicité.



CHIFFREMENT DE DONNÉES

Assurez la confidentialité et l'intégrité de vos données.



MESSAGERIE UNIFIÉE

Fluidifiez et protégez votre communication d'entreprise.



PARTAGE DOCUMENTAIRE SÉCURISÉ

Coopérez, échangez et partagez vos informations, en toute sécurité et en toute mobilité.



RDC. Kinshasa. Septembre 2017. Parité Dollar Franc congolais, jusqu'ou ira-t-on ?
DRC. Kinshasa- September 2017 – Exchange rate Dollar congolese franc, until when ?

DRC special

MINING WEEK



La DRC Mining Week a eu lieu à Lubumbashi du 22 au 24 juin au Pullman Grand Karavia de Lubumbashi. L'évènement était organisé par Spintelligent en partenariat avec la Chambre des Mines de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et a réuni les opérateurs du secteur minier, des décideurs politiques nationaux et étrangers et de nombreux exposants venus de plusieurs pays. Plus de 2500 personnes ont participé aux conférences et visité les stands qui présentaient les activités de près de 120 exposants.

The DRC Mining Week was held at Lubumbashi from 22 to 24 June at the Pullman Grand Karavia hotel of Lubumbashi. The event was organised by Spintelligent in partnership with the Chamber of Mines of the Federation of Enterprises of Congo (FEC) and attended by operators of the mining sector, national and foreign policy makers as well as exhibitors from more than 10 countries. More than 2,500 people have attended the conferences and visited the stands displaying the activities of close to 120 exhibitors.

DRC MINING WEEK

Le coup d'envoi de la DRC Mining Week a été donné lors d'une conférence de presse organisée à la Salle Victoire de la Fédération des Entreprises congolaises à Lubumbashi. Les organisateurs, leurs principaux partenaires et sponsors y ont brièvement présenté l'évènement et répondu aux questions des journalistes.

Le panel était composé de Simon Tuma Waku, ancien ministre des Mines et actuellement vice-président de la chambre des Mines, Eric Monga, Président de la FEC Katanga, Serge Bilambo, Head of Mining and Metal de la Standard Bank DRC et Gaëtan Munkeni, directeur régional de la FBN Bank Katanga. La DRC Mining Week est, depuis quelques années, le résultat de la fusion des rencontres

IPAD à Kinshasa et de la Katanga Mining Week organisées par Spintelligent à Lubumbashi. Elle a comme objectif de créer une vitrine du secteur minier en RDC. Les organisateurs désirent organiser un « Indaba » congolais, réunissant les principaux acteurs du secteur minier national ainsi que des invités étrangers en provenance de Chine, France, Belgique, Allemagne, Australie et d'autres pays concernés par l'activité minière.

“Les banques sont prêtes à encadrer et financer les activités de ces sociétés à condition qu'elles présentent des projets bancables.”

Révision du Code minier

Un projet de loi sur l'amendement du Code minier a été approuvé par l'Assemblée Nationale et, à l'heure où nous allons sous presse, est en cours d'examen au Sénat. Comme nous l'avons signalé dans nos éditions précédentes, ce projet est fortement contesté par les entreprises minières. Selon elles, il ne contribue en rien à de meilleures conditions d'exploitation. Son but principal est de générer de plus importantes recettes fiscales en élevant le

Relations avec les communautés locales

Lors du débat, il a été question non seulement de l'apport des sociétés minières à l'économie nationale, mais aussi par rapport au développement communautaire des populations locales. En 2002, la RDC ne produisait pas plus de 9.000 tonnes de cuivre. La production de cobalt était négligeable. Aujourd'hui, le Congo produit plus d'un million de tonnes de cuivre par an et environ 80.000 tonnes de cobalt.

Pendant dix ans, cette production, dont 60 % des revenus sont restés au pays, a permis de stabiliser le franc congolais (CDF) par rapport au dollar et de protéger le pouvoir d'achat de la population. Lors de l'effondrement des prix des matières premières, le taux du

taux de plusieurs taxes et impôts. Le secteur minier entreprendra donc des démarches auprès des autorités nationales pour les convaincre de modifier leur stratégie fiscale.

Ce n'est qu'en élargissant l'assiette fiscale — en imposant à un nombre plus élevé de contribuables de payer des taxes — et en diminuant le taux d'imposition que l'État parviendra à améliorer ses recettes fiscales. Il s'agit en premier lieu de rendre le paiement des impôts plus facile à un plus grand

CDF a chuté. Aujourd'hui, un des principaux problèmes du secteur minier consiste à minimiser les effets de cette chute dans ses rapports avec les communautés locales.

Sous-traitance

La nouvelle loi, qui réserve la sous-traitance dans le secteur minier aux seules compagnies congolaises, constitue un des défis majeurs du secteur. L'expérience technique et financière fait encore trop souvent défaut aux jeunes sociétés congolaises qui sont appelées à jouer un rôle majeur dans le secteur minier en qualité de sous-traitants. Les banques sont prêtes à encadrer et financer les activités de ces sociétés à condition qu'elles présentent des projets bancables. Pour cela, nombreuses d'entre elles devront améliorer leur expertise administrative et financière, mais les banques sont prêtes à les encadrer

nombre de contribuables. L'inverse — faire payer plus à un petit nombre d'entreprises — aura un effet tout à fait contraire. Pour garder une dose d'optimisme, la FEC n'a pas manqué d'indiquer que lors de négociations précédentes, environ 80% de ses observations avaient été acceptées par le gouvernement.



DRC MINING WEEK

The kickoff of the DRC Mining Week was given at a press conference held at the Federation of Congolese Businesses' (FEC) Victory Hall in Lubumbashi. The organisers, their main partners and sponsors briefly introduced the event and answered questions from the press.

The panel was composed of Simon Tuma Waku, former Minister of mines and current vice-president of the Chamber of Mines, Eric Monga, Chairman of FEC Katanga, Serge Bilambo, Head of Mining and Metal of the Standard Bank DRC and Gaëtan Munkeni, Regional Head of the First Bank of Nigeria in Katanga.

The DRC Mining Week is the result of the recent fusion of the IPAD meetings in Kinshasa and the Katanga Mining Week in Lubumbashi both of which were organised by Spintelligent. The event wants to create a showcase demonstrating what the mining sector is capable of doing in the DRC. The organisers want to launch a Congolese equivalent of Cape Town's famous Indaba meeting, bringing

together the main players from the national mining sector and foreign guests from China, France, Belgium, Germany, Australia and other countries involved in economic processes generated by mining activities.

Relations with local communities
The panel's presentations did not only highlight the mining sector's contribution to the national economy, but also laid out the contributions of the mining companies to the development of local communities. In 2002, DRC's copper production was less than 9,000 tonnes.

The production of cobalt was negligible. Today, Congo produces over one million tonnes of copper per year and around 80,000 tonnes of

cobalt. For ten years, while 60 percent of the mining revenues remained in the country, the sector contributed significantly to stabilizing the Congolese franc (CDF) against the dollar and protecting the purchasing power of the population. When the prices of raw materials collapsed, the CDF exchange rate dropped. Minimizing the effects of this development is one of the main problems of the mining sector's relations with local communities.

Sub-contracting

The new law, which reserves subcontracting to Congolese companies, is one of the major challenges of the banking sector. The young Congolese companies that are to play a major role as sub-contractors in the mining sector still lack technical expertise as well as the necessary administrative and financial support. The banks are willing to supervise and fund the activities of these companies on the condition that they submit bankable projects. For this, many of them will need to improve their technical, administrative and financial capacities, and fortunately the banks are ready to mentor and assist them in this process. Amendment of the Mining Code
A bill on the amendment of the Mining Code

was passed at the national parliament. As we pointed out in our previous editions, this bill is strongly disputed by mining companies because it does not contribute to better operational conditions. Its main purpose is to generate higher State revenue by raising the rates of several taxes. The mining sector will continue to appeal to the competent national authorities to convince them to change their tax strategy. Only by broadening the tax base and targeting a higher number of taxpayers while lowering the tax rate will the State be able to step up its income. The payment of taxes should be made easier for a greater number of taxpayers. The reverse – to impose higher taxes on a smaller number of companies – will have quite a contrary effect. However, the FEC

did not fail to indicate that during previous negotiations, about 80% of their observations had been accepted by the Government.

Showcase

Finally, the organisers and their partners indicated that the DRC Mining Week is an opportunity for them to improve their knowledge of the mining sector, the companies who work there, their subcontractors, as well as the whole of the “ecosystem” in which they operate. The event gives them the opportunity to know new players, their projects, international contacts and ultimately all prospects and business opportunities arising in the near future.



**When business meets class:
From Lubumbashi to Johannesburg**

Fly SA Express business class from Johannesburg to Lubumbashi and enjoy premium service and high safety standards.

SA Express is a proud member of the SAA Voyager programme.

www.flyexpress.aero

[f SA Express Airways](#)

[t FlySaExpress](#)

[i FlySaExpress](#)



sa express

we fly for you

PANEL SUR L'ÉLECTRICITÉ

Les activités de la DRC Mining Week ont débuté par une conférence sur la production d'électricité en RDC

La production insuffisante d'énergie électrique est l'un des principaux défis pour l'industrie minière. Les infrastructures du secteur, vieilles d'au moins 40 ans, sont à remplacer. Le projet Inga 3 n'avance que très lentement alors que le pays semble atteint par l'incapacité de remédier à l'instabilité chronique du réseau électrique. La SNEL, qui est chargée de fournir du courant à l'industrie et à la population, est constamment confrontée à la question du service prioritaire et essaie généralement de la résoudre en pratiquant des délestages.

Ceux-ci sont devenus nécessaires en raison du décalage entre l'offre et la demande, provoqué par la lenteur de la réalisation des nouveaux projets, un outillage en déficit et la faiblesse des interconnexions régionales et locales. Ils sont également causés par l'exportation d'énergie électrique à des pays limitrophes, qui rapporte plus d'argent à la SNEL que la consommation de courant par les ménages qui, souvent, ne paient pas leurs factures.

Ces dernières sont d'ailleurs généralement établies de façon forfaitaire et non sur base de la consommation réelle. Afin d'obtenir une livraison stable d'énergie électrique, plusieurs sociétés minières ont décidé de participer à la réhabilitation de centrales et/ou de certaines parties du réseau. C'est le cas de TFM qui a financé la remise en état de la centrale de Nseke. De

son côté, Ivanhoe Mines, qui possède deux mines en RDC, a signé un partenariat public-privé (PPP) avec la SNEL pour réhabiliter la centrale de Mwadingusha. L'accord comprend le financement du projet ainsi qu'un contrat de vente d'énergie électrique.

Il est géré par un comité de pilotage. Le financement consiste en un prêt accordé par Ivanhoe à la SNEL, qui a fait exécuter les travaux par la société suisse EPCM. Le remboursement de ce prêt est opéré par une minoration par la SNEL de ses factures de livraison d'électricité. Des six groupes de la centrale de Mwadingusha à remettre en fonction, un premier a été remis sur le réseau le 4 septembre 2016.

Le 31 décembre dernier, la SNEL avait déjà remboursé 3,5 millions de dollars des 3,9 millions prêtés pour l'exécution de cette partie du projet. L'année dernière, à Watsa, Kibali Gold Mines, détenu par Randgold et AngloGold Ashanti, a pu produire 29 tonnes d'or grâce à la construction d'une unité de production électrique hybride pour son site de Nzoro. Des groupes électrogènes diesel fonctionnent en parallèle avec une centrale hydro-électrique de 22 Mw. Aux sites d'Ambaran et Azambi, une deuxième et troisième centrale hydroélectrique ont été construites. La totalité du projet a coûté \$ 240 millions. Vika Di Panzu, Directeur Général de

Katanga Energy (KATen) a conclu que le secteur énergétique connaîtra un développement important, mais que celui-ci viendra d'investissements privés. Une nouvelle loi sur la production d'électricité est nécessaire et la mise en place d'une Autorité de Régulation de l'Électricité (ARE) devrait permettre d'attirer de nouveaux investisseurs et opérateurs dans le cadre d'une libéralisation totale.



NOS PRODUITS:

- PANNEAUX SOLAIRES
- BATTERIE
- REGULATEUR
- CONVERTISSEUR
- LAMPES SOLAIRES
- LAMPADAIRE SOLAIRE
- POMPE A EAU SOLAIRE
- CHAUFFE-BAIN SOLAIRE



ACHAT



INSTALLATION



MAINTENANCE

NOS MARQUES



Siège:
02, avenue Maniema
Commune de Lubumbashi /
Haut-Katanga, R.D.Congo

Téléphone:
(+243) 854 378 251
(+243) 844 040 495

Email:
info@devsolaire.com

Website:
www.devrdc.com/solaire

Facebook:
Dev Solaire

ACTIVITIES OF THE DRC MINING WEEK BEGAN WITH A CONFERENCE ON THE PRODUCTION OF ELECTRICITY IN THE DRC

The inadequate production of electrical energy is one of the main problems of the mining industry. The sector's infrastructure is at least 40 years old and needs to be replaced. The Inga 3 project has not taken off, while the country seems to be paralyzed by its inability to address the chronic instability of the power grid.

The State-owned SNEL, which is designed to provide power to the population as well as to the industry, is constantly confronted with the question of whom to serve first and generally tries to resolve this by selective power cuts. The latter has become necessary as a result of the gap between supply and demand, that is caused by the slow implementation pace of new projects, the lack of equipment and the weakness of local and regional interconnections.

They also result from the export of electric power to neighbouring countries, which brings more money to the SNEL than current consumption by households who often fail to pay their bills that are usually based on flat-rates instead of facts. In order to get a stable delivery of electricity, several mining companies have decided to participate in the rehabilitation of plants and/or parts of the network. This is the case of TFM, who financed the rehabilitation of the Nseke plant. Ivanhoe Mines, who owns two mines in the DRC, signed a public-private partnership (PPP) with SNEL to rehabilitate the Mwadingu-

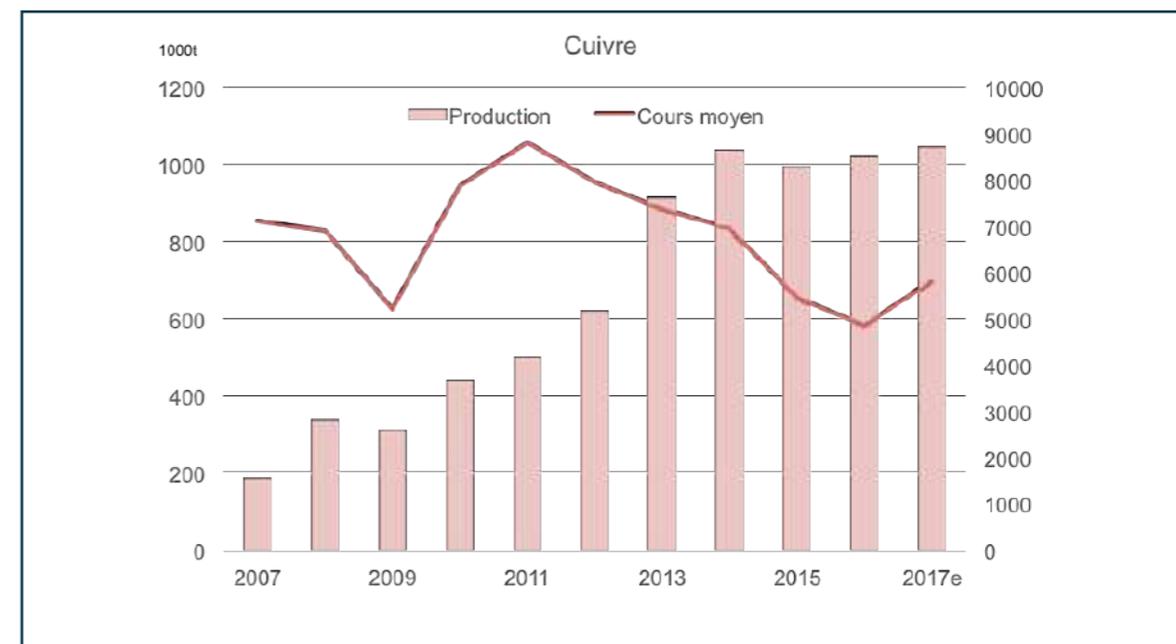
sha power plant. The agreement includes the funding of the project as well as a contract for the sale of electric power, and is managed by a Steering Committee. The finance agreement consists of a loan granted by Ivanhoe to SNEL, who contracted the Swiss company EPCM to do the work. Repayment of this loan is operated by a reduction of the SNEL's bills for power delivery. Six generators of the

Mwagindusha plant are to be put in operation, a first one was connected to the grid on September 4, 2016. On December 31, SNEL had already paid \$ 3.5 million of the \$ 3.9 million loan for the implementation of this part of the project. Last year, at Watsa, Kibali Gold Mines, held by Randgold and AngloGold Ashanti, was able to produce 29 tonnes of gold through the construction of a hybrid electric production unit for its site at Nzoro.

Diesel fuelled generators operate in parallel with a 22 Mw hydroelectric plant. A second and third hydroelectric plant were built at the Ambaran and Azambi sites. The entire project cost \$240 million. Vika Di Panzu, Director General of Katanga Energy (KATen) concluded that important developments will occur in the energy sector, but that they will come from private investment. A new electricity Act is needed while the creation of a regulatory authority for electricity (ARE) is expected to attract new investors and operators in the context of a full liberalisation.



LA PRODUCTION MINIÈRE EN RDC



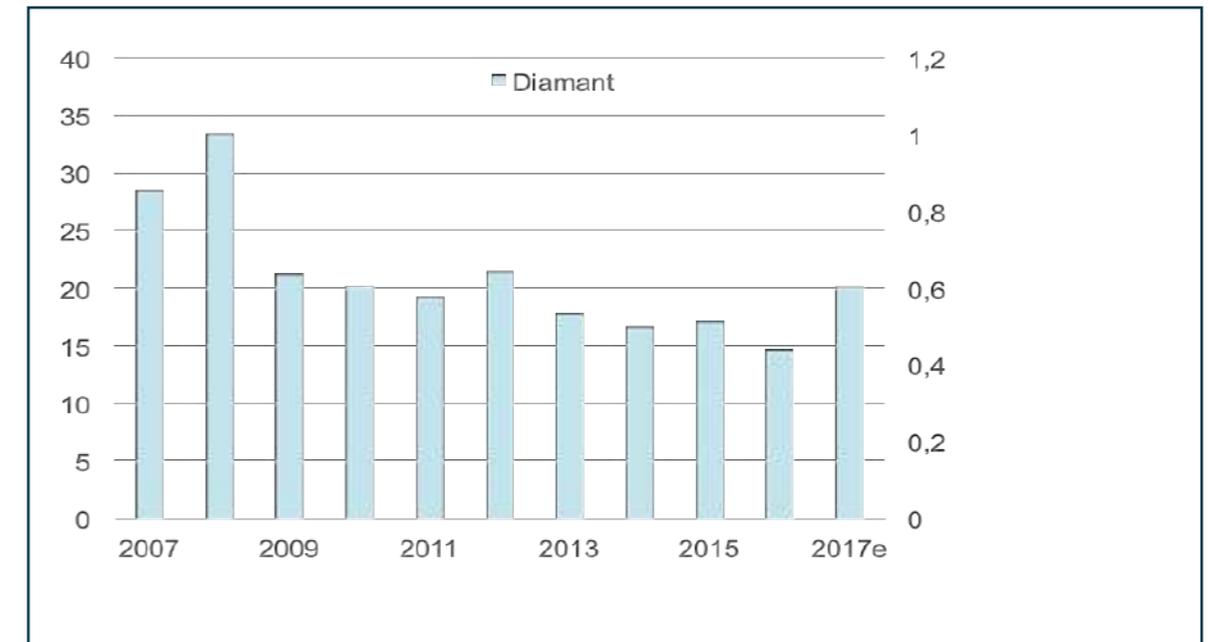
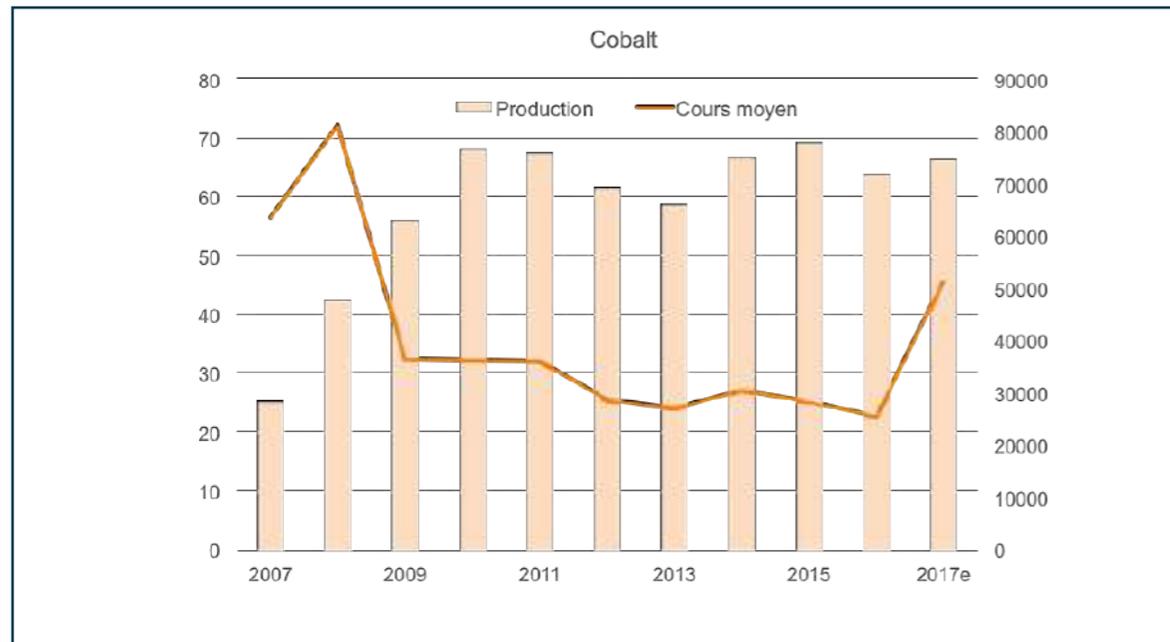
CUIVRE

Au premier trimestre de 2017, la RDC a produit 261.563 MT de cuivre, une hausse de 11,6 % par rapport au premier trimestre de 2016. 76 % de cette production a été réalisée en cathodes. 271.714 MT ont déjà été exportées pendant les trois premiers mois de l'année. Pour 2017, on prévoit une production totale de 1.046.252 MT. Le prix du cuivre a augmenté de 11 % par rapport à 2016. Il a atteint \$ 5.967/MT pour finalement se stabiliser aux alentours de \$ 5.700 en juin. Et en juillet ? La demande de cuivre reste forte, la Chine restant le demandeur principal. Au niveau mondial, on s'attend à une croissance de 4,1 % entre 2017 et 2021, ce reviendrait à une production annuelle de 23 millions de tonnes.

COPPER

In the first quarter of 2017, the DRC has produced 261.563 metrical tons of copper, an increase of 11.6% compared to the first quarter of 2016. 76% of this production was conducted in cathodes. Already 271,714 MT were exported during the first three months of the year. For 2017, a total production of 1,046,252 MT is expected. The price of copper has increased by 11% from 2016. It reached \$ 5,967/MT to eventually stabilize at around \$5,700 in June. Demand for copper remains strong, China remaining the principal applicant. At the global level, a growth of 4.1% is expected between 2017 and 2021, which would amount to an annual output of 23 million tons.

STATE OF THE DRC MINING SECTOR



COBALT

La RDC est devenue le premier producteur mondial de cobalt. Au premier trimestre de 2017, la production a connu une hausse de 22 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 16 619 MT. Les exportations, elles, étaient en hausse de 23 % (20 241 MT). En un an, la production totale est passée de 22 000 à 56 000 MT alors qu'on s'attend à une nouvelle augmentation de l'usage du cobalt pour la fabrication des batteries des véhicules électriques.

COBALT

The DRC has become the world's largest producer of cobalt. In the first quarter of 2017, production has increased by 22% over the previous year to 16,619 MT. Exports were up by 23% (20,241 MT). In one year, the total production rose from 22,000 to 56,000 MT while one expects a breakthrough in the use of cobalt for the production of electric vehicle

DIAMANT

La production de diamants a atteint 5 016 000 cts au premier trimestre de 2017, ce qui constitue une augmentation de 43 % par rapport à la même période de l'année passée. Au cours de la même période, 4 287 000 cts ont été exportés, une augmentation de 24 %. Les prévisions de production pour 2017 indiquent une nouvelle augmentation de 36 % jusqu'à 20 millions de carats. La majeure partie de la production actuelle provient de l'artisanat minier (4 332 563 cts), dont la majeure partie provient de Mbuji-Mayi (près de 3,6 millions de carats). La production industrielle se limite à 683 437 cts.

DIAMOND

Diamond production has reached 5,016,000 carats in the first quarter of 2017, which represents an increase of 43 percent compared to the same period last year. During the same period, 4,287,000 carats were exported, an increase of 24%. 2017 production forecasts indicate a further increase of 36% up to 20 million carats. Most of the current production originates from artisanal mining (4,332,563 carats), the bulk of which comes from Mbuji Mayi (nearly 3,6 million carats). Industrial production is limited to 683,437 carats.

ZINC

Au premier trimestre de cette année, on note une production de 3.783 MT alors que la production totale de cette année est estimée à 19.164 MT, ce qui constituerait une augmentation de 52 % par rapport à 2016. La production de zinc a connu une chute au 2e trimestre de cette année à cause du bras de fer Gécamines et GTL/STL. Les cours du Zinc sont au plus haut depuis une dizaine d'années et se situent autour de \$ 2.700/MT. La Banque Mondiale prévoit un pic de \$ 2.800/MT pour 2018.

ZINC

In the first quarter of this year, 3,783 MT of zinc were produced while the total production for 2017 is estimated at 19,164 MT, which would be an increase of 52% from 2016. Production of zinc has been fallen in the 2nd quarter of this year due to a conflict involving GTL/STL. Zinc prices are the highest in a decade and are around \$2,700 / MT. The World Bank expects a peak of \$2,800 / MT in 2018.

LES TROIS T: TUNGSTÈNE, TANTALE, ÉTAIN

Au premier trimestre, la production de cassitérite a augmenté de 54 % par rapport à l'année précédente et se situe maintenant à 3073 MT. Pour 2017, on prévoit une production totale de 15.132 MT, une augmentation de 30 %

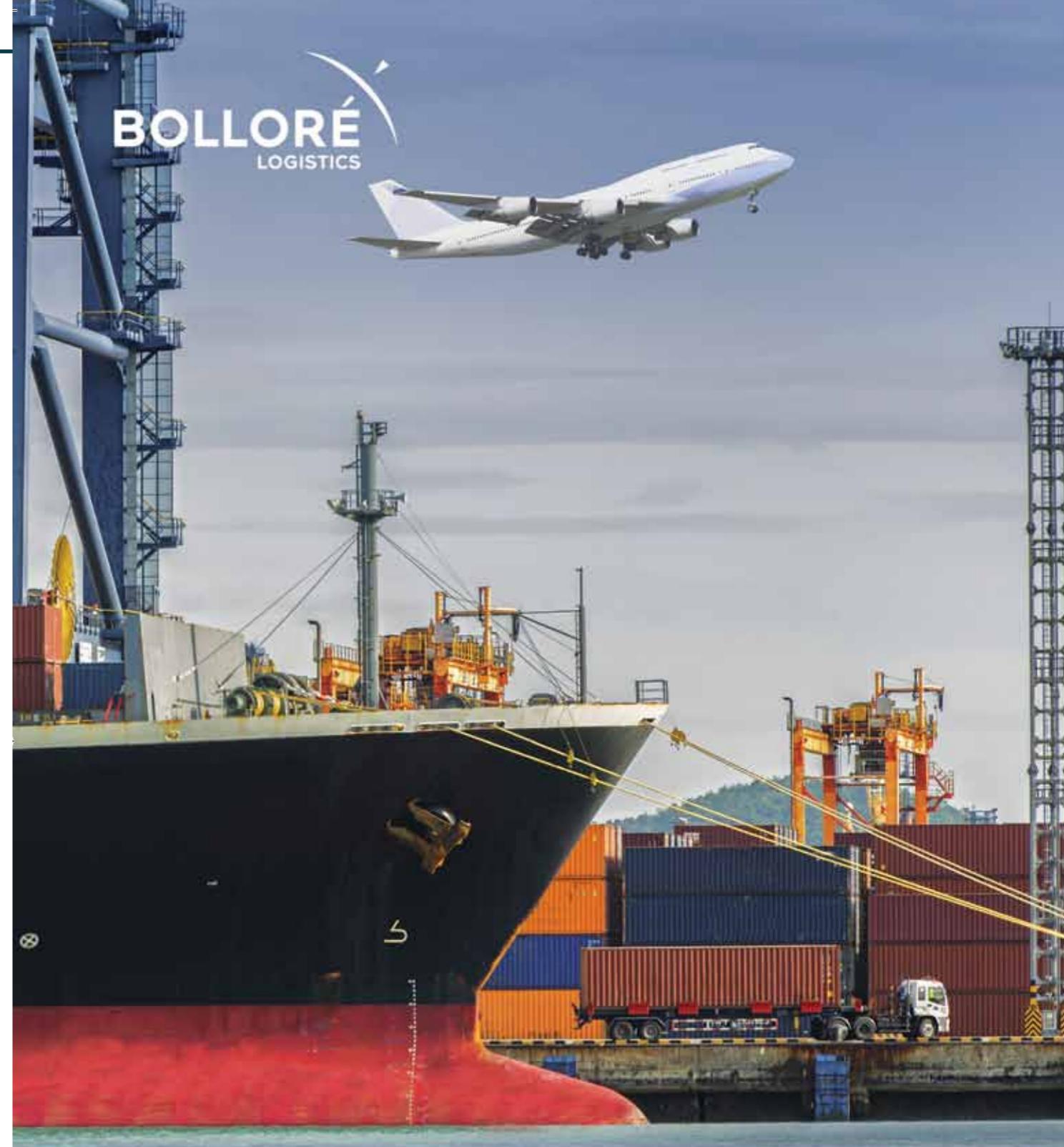
THE 3 T'S: TUNGSTEN, TANTALUM AND TIN

In the first quarter, cassiterite production increased by 54% from the previous year and now stands at 3,073 MT. A total production of 15,132 MT is expected at the end of the year, an increase of 30%.

AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE, le coltan a également connu une augmentation par rapport à l'année précédente : 20 %. Elle a atteint 393 MT. Pour 2017, on prévoit une nouvelle augmentation, cette fois-ci de 80 %, ce qui devrait conduire à une production annuelle de 1.571 MT. 49 MT de wolframite ont été produits pendant le 1er trimestre de 2017 et l'on s'attend à une production totale de 194 MT pour l'année.

AT THE SAME TIME, the production of coltan reached 393 MT, which is an increase by 20 % from the previous year. At the end of 2017, a further increase is expected, this time by 80%, which would lead to an annual production of 1,571 MT.

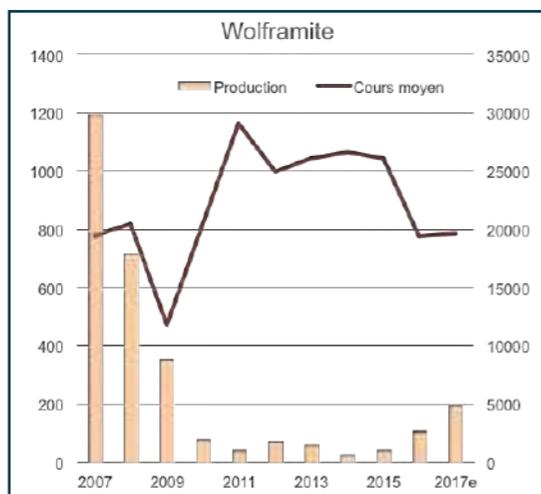
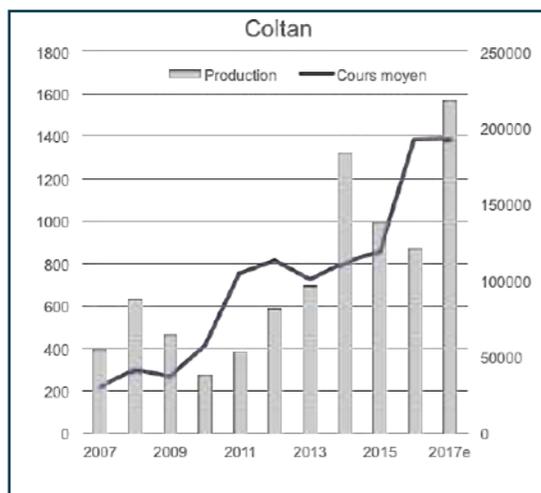
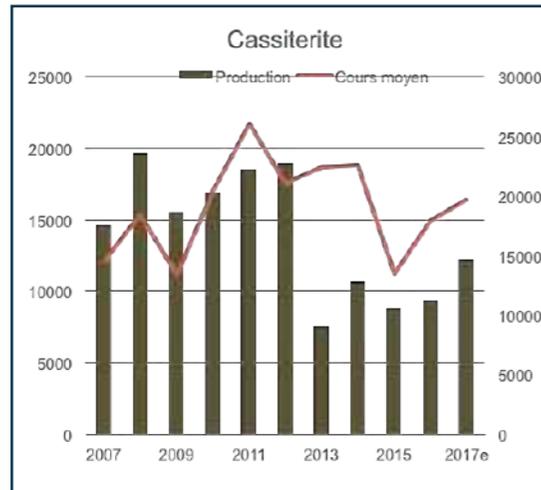
49 MT of wolframite were produced during the 1st quarter of 2017 and a total production of 194 MT is forecast for the entire year.

**GLOBAL
SUPPLY CHAIN LEADER**

Multimodal Transport
Customs & Regulatory Compliance
Logistics
Global Supply Chain
Industrial Projects

Contact us :
saleskatanga@bollore.com
+243 993 283 098
www.bollore-logistics.com

An integrated worldwide network
105 countries, 601 agencies, 21 000 professionals



La valeur des exportations des trois produits se chiffre à \$ 27.027.000 : 19 millions pour la cassitérite, 7,7 millions pour le coltan et 327.390 pour la wolframite. La Chambre des Mines estime que la Loi Frank-Dodd sur les minerais de conflit devrait être revue et que la traçabilité des minerais TTT devrait continuer conformément aux lignes directrices de l'OCDE.

Exports of these three minerals is valued at \$27,027,000: 19 million for cassiterite, 7.7 million for coltan and 327.390 for wolframite. The Chamber of Mines estimates that the Frank-Dodd Act on conflict minerals should be reviewed and that the traceability of TTT minerals should continue in accordance with OECD guidelines.

Source : Chamber of Mines/Simon Tuma Waku

L'accès internet haut débit en toute simplicité

Global Broadband Solution

Options de recharge:

- 10u (7Gb)
- 45u (5Gb)
- 75u (10Gb)
- 140u (20Gb)

Produits: Wi-BOX, Global USB Modem

AV. MAMA YEMO 486
Tél: 09 90 90 95 00 / 08 28 50 27 13
sales@global.cd - www.global.cd

ALBERT YUMA NOUS PARLE DE LA SITUATION ECONOMIQUE

Le président de la FEC dresse un bilan sombre de la situation économique, mais annonce de nouvelles initiatives de la Gécamines

Selon Albert Yuma, la situation économique du pays est chaotique. Depuis le début de l'année, une inflation de 22 % a provoqué l'effondrement du cours du Franc congolais. Le pouvoir d'achat de la population a diminué sensiblement. Les réserves de change de la Banque Centrale sont tombées à moins de \$ 700 millions et ne couvrent plus que trois semaines d'importations. Des mesures s'imposent pour améliorer le climat des affaires et pour promouvoir la compétitivité des entreprises. Le gouvernement a proposé une loi de finances ambitieuse, mais qui a été qualifiée d'irréaliste par les institutions financières internationales.

L'État aura des difficultés à générer les recettes qu'il a prévues au budget national et il est donc à craindre que les entreprises capables de contribuer aux finances de l'État subissent une intensification des contrôles des administrations fiscales. La chute du cours du CDF a démontré la vulnérabilité de l'économie congolaise. Les causes de cette crise sont à chercher dans une dépendance trop importante à la rente minière. Par exemple, le seul arrêt de la mine de Kamoto en 2015 a provoqué une chute de la production de cuivre de 17 % et une diminution de 3,1 % du PIB (\$ 1,2 milliard).

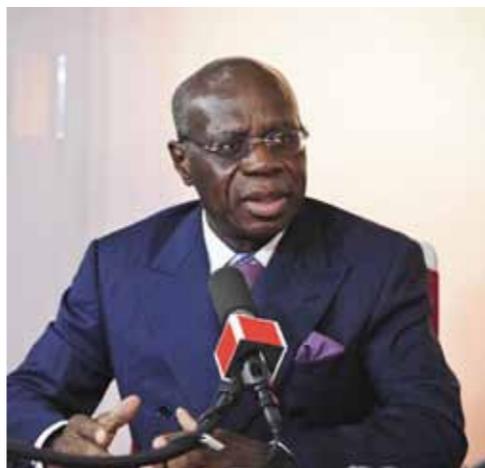
Malheureusement, le pays n'a pas profité du boom minier en diversifiant l'économie nationale et a négligé de faire les investissements nécessaires à la croissance. L'industrie minière ne joue plus le même rôle qu'avant : elle est devenue le relais d'un État absent en reprenant le développement des infrastructures au-delà de ses responsabilités sociétales.

Réforme de la Gécamines

Albert Yuma Mulimbi a annoncé trois nouveaux projets destinés à relancer les activités de la Gécamines. En avril, la société a signé un partenariat avec China Nonferrous Metal Corporation (CNMC) afin de développer le projet Deziwa (5 millions de tonnes de cuivre). La nouvelle société portera le nom de SOMIDEZ. La Gécamines y détiendra 49 % des actions contre 51 %

pour CNMC. La totalité des installations deviendra la propriété de la Gécamines après remboursement du financement. La SOMIDEZ dirigera les opérations du projet « pour une durée déjà acceptée et nécessaire pour rembourser l'investissement ».

Après cela, la Gécamines deviendra seule propriétaire du site. Mr Yuma a également annoncé que « la Gécamines poursuit des négociations dans un autre projet ambitieux qui vise à établir un partenariat sur des principes de partage de la production comme il est d'usage dans le secteur pétrolier », sans toutefois donner plus de précisions. Il a aussi précisé que la Gécamines profitera de la nouvelle loi sur la sous-traitance pour développer ses activités dans ce domaine. La dernière annonce est la participation de la Gécamines au développement des infrastructures électriques avec la construction en 2018 d'une centrale thermique à Luena. Même si des critiques ont été émises sur la faisabilité de ce projet, le DG de la Gécamines assure qu'elle devrait être opérationnelle en 2020.



Agence en douane & Consultance

 Agence en douane

 Consultance

 Secteur Minier

Contactez-nous

	Lubumbashi	+243 (0) 977970749
	Kolwezi	+243 (0) 998675903
	Likasi	+243 (0) 813636923
	Sakania	+243 (0) 812047110
	Kasumbalesa	+243 (0) 817078584
	Kinshasa	+243 (0) 817000001
	Matadi	+243 (0) 990901752

 info@karibuafricaservices.com

www.karibuafricaservices.com

FEC CHAIRMAN ALBERT YUMA ANALYSES THE ECONOMIC SITUATION

According to Albert Yuma, the economic situation of the DRC is chaotic. Since the beginning of the year, a 22% inflation caused a collapse in the value of the Congolese Franc. The purchasing power of the population decreased significantly. The reserves of the Central Bank have fallen to less than \$700 million and cover barely three weeks of imports. Urgent measures are needed to improve the business climate and to promote the competitiveness of economic operators. The Government has proposed an ambitious finance Act, but it has been described as unrealistic by international financial institutions. The State will have trouble generating the revenue forecast in the national budget and it is feared that companies able to contribute to the finances of the State will suffer increased harassment by the tax administrations.

The fall in the CDF's exchange rate has demonstrated the vulnerability of the Congolese economy. The causes of this crisis are to be found in an overlarge dependence on the mining revenue. The cessation in 2015 of the Kamoto mine's operations alone, for example, caused a 17% drop in the production of copper and a decrease of the GPR by 3.1% (\$ 1.2 billion). The country has not benefited from the mining boom by diversifying the national economy and failed to make the investments required for growth. The mining industry no longer plays the same role as before: it became a relay for an absent state by taking over the development of infrastructure beyond its social responsibilities.

The president of the Congolese federation of enterprises (FEC) takes stock of the bad economic situation, but announces new initiatives of Gécamines

Reform of Gécamines

Yuma also announced three new projects to revive the activities of Gécamines. In April, the company signed a partnership with China Nonferrous Metal Corporation (CNMC) to develop the Deziwa project (5 million tonnes of copper). The new company will be known as SOMIDEZ. Gécamines will hold 49 percent of the shares against 51 for CNMC. All of the facilities will become the property of Gécamines after the full repayment of the funding. SOMIDEZ will lead the operations of the project "for a period already agreed on and needed to repay the investment".

After this, Gécamines will become the sole owner of the site. Yuma also announced that "Gécamines continues negotiations on another ambitious project which aims to create a partnership on principles of production sharing, as it is customary in the oil sector", without giving more details. He also stated that Gécamines will benefit from the new law on subcontracting in order to develop activities in this area. Lastly, the state-owned company intends to participate in the development of electrical infrastructure, building a thermal power plant at Luena. The work will begin in 2018. Although many criticisms have been voiced on the feasibility of this project, Yuma assures that the plant will be operational in 2020.

LA FORMATION DE PERSONNEL QUALIFIÉ: RÔLES DES SOCIÉTÉS MINIÈRES ET DE L'ÉTAT

Mark Bristow : « Au lieu de nous plaindre de toutes les raisons pourquoi nous ne progressons pas, retrouvons nos manches et faisons ce qui doit être fait. »

Se plaindre de la mauvaise qualité de l'enseignement congolais et l'insuffisance de la formation des jeunes diplômés est insensé, a déclaré Mark Bristow, CEO de la mine d'or de Kibali. Kibali emploie un effectif de 5 000 employés, dont 75 % sont des Congolais. Le pourcentage d'employés qualifiés parmi eux est très élevé. À la fin de l'année, les opérations de Kibali seront entièrement automatisées. L'automatisation crée de meilleurs emplois qui nécessitent des compétences techniques élevées et ces emplois sont bien rémunérés. Chaque année, Kibali envoie 15 à 20 étudiants à travers le monde pour acquérir des compétences professionnelles élevées dans des programmes de formation.

Le personnel de Kibali ressemblera bientôt à celui de la mine d'or de la société au Mali où aucun des plus grands experts n'est un expatrié et n'a plus de 33 ans. Le fait que les sociétés minières organisent des programmes de formation pour leurs propres employés pour créer une main-d'œuvre qualifiée n'excuse pas l'inaction de l'Etat dans le domaine de l'éducation. L'échec de l'Etat est principalement dû à la faiblesse d'une administration composée de fonctionnaires peu instruits. Dans la plupart des ministères, les tâches administratives essentielles doivent être remplies par le cabinet du ministre. Malheureusement, les membres de ces cabinets ont tendance à prendre des décisions en fonction d'intérêts

privés plutôt que de l'intérêt public. La construction de routes et d'autres infrastructures est un autre domaine dans lequel les sociétés minières ont pris en charge les fonctions de l'Etat. Comme elles sont des entreprises privées dont l'objectif principal est de faire des bénéfices, ces routes et infrastructures servent essentiellement à rendre les opérations minières possibles. En réponse à la critique émise par un membre de cabinet ministériel qui estimait que les sociétés minières ne font pas assez dans ce domaine au profit des communautés locales, plusieurs conférenciers ont remarqué que l'un des problèmes qui se posent aux exploitants des mines est que le gouvernement néglige de rembourser aux provinces 40 % des recettes fiscales générées au niveau provincial, ce qui est pourtant une obligation prévue par la Constitution, et néglige ainsi les communautés locales. Cette situation empêche un dialogue constructif avec les autorités en vue de développer des infrastructures locales adéquates. Aucun des membres du panel d'experts sur le thème du rôle de l'Etat n'était un représentant des autorités locales ou nationales.

“Malheureusement, les membres de ces cabinets ont tendance à prendre des décisions en fonction d'intérêts privés plutôt que de l'intérêt public.”



TRAINING A QUALIFIED WORK FORCE: MINING COMPANIES AND THE ROLE OF THE STATE

Mark Bristow: "Instead of complaining about all of the reasons why we don't progress, let's get busy and start doing what must be done."

Complaining about the poor quality of the Congolese educational system and the inadequate training of young graduates makes no sense, said Kibali gold mine CEO Mark Bristow. Kibali employs a work force of 5,000, 75 percent of whom are Congolese. The ratio of skilled employees among them is very high. At the end of the year, Kibali's operations will be fully automated. Automation creates much better jobs requiring high technical skills and these jobs are well paid. Every year, Kibali sends 15 to 20 students out to acquire high professional skills in training programmes around the world. Soon Kibali's work force will be similar to the company's gold mine in Mali where none of the top experts are expats and none of them are older than 33 years of age. The fact that mining companies organize training programmes for their own employees to create a skilled work force does not excuse the state's inaction in the field of education. State failure is primarily the result of a weak administration composed of poorly educated

civil servants. In most departments, the essential administrative tasks have to be performed by the minister's cabinet. Unfortunately, many cabinet members are taking decisions in their function of private individuals rather than public interests. The construction of roads and other infrastructure is another area in which the mining companies have taken over the function of the state. As mining companies are private companies whose primary goal is to make a profit, these roads and infrastructure mainly serve operational purposes. Answering to criticism by a cabinet member implying that mining companies don't do enough for local communities, panel members replied that one of the mining operators' problems in this field is that the national government neglects local communities as it fails to return the constitutionally prescribed 40 percent of taxes paid at the provincial level to the local administrations. This situation prevents a constructive

dialogue to develop local infrastructure. None of the panel members on the topic of the Role of the State was a representative of local or national authorities.

"Unfortunately, many cabinet members are taking decisions in function of private rather than public interests."

DES PARTICIPANTS, LEURS IMPRESSIONS PARTICIPANTS SHARE THEIR EXPERIENCE

Kris Jedrzejczyk comme son nom l'indique est d'origine polonaise. En mars 2007, il crée Blu Rock Mining Services, une société dont le siège est à Kitwe. Son entreprise fournit des forages pour les mines souterraines, mais aussi du carottage depuis la surface et d'autres services d'exploitation minière. Il nous fait part de ses impressions.

Mining & Business : Vous travaillez dans le secteur minier zambien depuis 27 ans, dans le domaine des puits de minage et de la construction. Pourquoi êtes-vous venu de Kitwe pour participer à la DRC Mining week ?

Kris Jedrzejczyk : J'ai eu connaissance de la semaine minière de la RDC via votre magazine qui était distribué lors de la Mining Indaba à Cape Town. Je suis convaincu du potentiel de croissance de la RDC en matière d'exploration et de production minière. Je suis venu sentir l'ambiance générale du secteur et rencontrer des clients et des fournisseurs potentiels.

M & B : Qu'avez-vous particulièrement apprécié ? Les conférences ou les stands ?

KJ : Les conférences. Les sujets traités m'ont permis de me faire une idée plus précise de la situation des sociétés minières, du gouvernement et de la fourniture d'énergie électrique. Je suis heureux d'apprendre que la RDC est devenue le producteur de cuivre numéro un en Afrique et le numéro un mondial pour le cobalt. C'est une énorme réussite qui ouvre de nouvelles perspectives pour les affaires.

M & B : Avez-vous découvert de nouvelles opportunités pour votre entreprise ?

KJ : Oui. Il y a des possibilités de coopérations futures. Nous nous sommes fait connaître sur le marché congolais et pouvons désormais rivaliser avec d'autres sociétés et, par exemple, figurer dans les appels d'offres.

Polish-born Kris Jedrzejczyk, founder of Blu Rock, attended the DRC Mining Week. Blu Rock Mining Services Ltd was established in March, 2007 with its head office in Kitwe. Blu Rock provides drilling services for underground and surface diamond drilling, reverse circulation?, and other mining services.

Mining & Business: You have worked in Zambia's mining sector for 27 years, mostly in drilling, shaft sinking, blast holes and construction. Why have you come over from Kitwe to attend the DRC Mining Week?

Kris Jedrzejczyk: I learned about the DRC Mining Week through your magazine which was distributed during the Indaba meeting in Cape Town. I am convinced of the DRC's growth potential in exploration and production. I came to assess the general atmosphere in the DRC mining sector and to meet potential clients and suppliers.

M & B: What did you particularly like? The conferences or the stands?

KJ: The conferences. The topics allowed me to get an idea of the current situation of the mining companies, the government, the power supply, etc. I am happy to hear that the DRC is now Africa's number one copper producer and the world's number one for cobalt. This is a huge achievement and provides new business opportunities.

M & B: Did you discover new opportunities for your company?

KJ: Yes. There are opportunities for future cooperation. We have made ourselves known on the DRC market and can now compete with other companies and, for example, be included in tender lists.

XRF SCIENTIFIC

M & B : Vous êtes venu de Belgique pour participer à la DRC Mining Week. Dans quel domaine votre société est-elle active ?

FD : Notre société est australienne. Notre bureau européen est représenté en Afrique au Sénégal, en Guinée et en Afrique du Sud, pour la distribution. Avec notre partenaire Bruker, une société allemande, fabricant de spectromètres XRF et XRF Scientific, nous fournissons des conteneurs laboratoire modulaire. Ceux-ci peuvent fournir toutes les données géochimiques nécessaires à la direction et l'optimisation des opérations minières. Nos conteneurs laboratoires mobiles sont entièrement autonomes et conçus pour supporter tous les types de climats. Ils peuvent être personnalisés selon les besoins du client. Le transport de ces conteneurs est identique à tout autre conteneur maritime standard. Nous pouvons livrer ces conteneurs laboratoires clé en main.

M & B : Pour quelles raisons avez-vous ouvert un stand ?

FD : Nous sommes venus dans le but de nous implanter en RDC. La DRC Mining Week est une excellente façon de nous faire connaître et de promouvoir nos produits qui peuvent faciliter le traitement d'échantillons et améliorer la qualification du minerai tout en réduisant les coûts de l'analyse.

FREDERIC DAVIDTS

M & B : You came from Belgium to attend the DRC Mining Week. In which area is your company active?

FD : Our company is Australian. Our European office is represented in Africa in Senegal, Guinea and South Africa, for distribution. With our partner Bruker, a German manufacturer of spectrometers, XRF and XRF Scientific, we provide modular laboratory containers. These can provide all geochemical data necessary for the management and optimization of mining operations. Our mobile laboratory containers are completely self-contained and designed to support all types of climates. They can be customized according to the needs of the customer. The transport of these containers is identical to any other standard containers. We can deliver these laboratory containers turnkey.

M & B : Why did you open a stand?

FD : Our company wants to launch activities in the DRC. The DRC Mining Week is a great way to make ourselves known, and to share and promote our products which facilitate the processing of samples and improve the qualification of ore while reducing the costs of analysis.



YOUR FUTURE

• VOTRE AVENIR •



- REMOTE SITE SERVICES
- FARMING
- RESTAURANT & CORPORATE EVENT
- ABATTOIR & BUTCHERY
- SUSTAINABLE DEVELOPMENT

FSSC 22000

+243 817 972 780 | +243 990 443 071 | +243 995 298 977
groupe.numberone@gno-rdc.com | www.gno-rdc.com

RÉVISION DU CODE MINIER: DES RÉACTIONS NÉGATIVES

La révision du Code minier donne de l'urticaire à la plupart des opérateurs miniers. Alors, comment trouver un équilibre entre intérêts publics et privés ?

Si tout le monde est d'accord sur les objectifs du Code minier – attirer des investisseurs tout en optimisant les recettes du Trésor – en RDC, les avis des autorités et des investisseurs restent diamétralement opposés quant à l'équilibre entre les deux. Comme l'a souligné Bertrand Montembault, avocat au barreau de Paris et spécialiste du droit minier, la législation se trouve souvent en décalage avec la réalité. L'État se doit d'offrir un cadre garantissant la stabilité des intérêts des investisseurs tout en garantissant les intérêts de la nation. Ce processus se place sur le long terme.

En effet, le cycle d'une mine nécessite d'énormes capitaux. Pour l'investisseur, les relations avec l'État restent délicates : une fois les travaux de construction réalisés, il devient « otage » d'un État qui se trouve en position de force. First Quantum a ainsi été obligé de plier bagage du jour au lendemain, en 2010. Selon le juriste, « l'idéal serait une relation contractuelle entre la compagnie minière et l'État, garantie par un renvoi à l'arbitrage international en cas de conflit ». « La législation minière doit aussi empêcher des changements qui mettraient en danger les investissements de longue

durée tout en incorporant les standards internationaux en usage dans le secteur. » Malheureusement, cette situation ne prévaut pas en RDC. Le régime conventionnel a été abandonné tandis que les taxes nationales ou provinciales se sont multipliées. « Il y a pourtant des solutions simples : une fiscalité minière unique et des participations d'un état partenaire et non cannibale dans les sociétés minières. »

NEGATIVE REACTIONS TOWARDS THE REVISION OF THE MINING CODE

The revision of the Mining Code has caused many negative reactions by operators in the mining sector. How can one find a balance between public and private interests?

If everyone is in agreement on the objectives of the Mining Code – to attract investors and maximise revenues for the Treasury – the opinion of authorities and investors remain diametrically opposed with respect to the balance between the two. As has been pointed out by Bertrand Montembault, a lawyer at the Paris bar and specialist in mining law, legislation is often out of step with reality. The State must provide a framework guaranteeing stability to investors while ensuring the interests of the nation are met. Mining law deals with long term processes. The cycle of mining operations requires

huge capital investment. For the investor, relations with the State remain delicate: once the construction work is finished, the investor becomes the "hostage" of a State which is in a position of strength. In 2010 for example, First Quantum was forced to pack up from one day to the next. According to the lawyer, "the ideal would be a contractual relationship between the mining company and the State, guaranteed by international arbitration in case of conflict [...] The mining legislation must also prevent changes that would endanger long-term investments by incorporating

international standards used in the sector." Unfortunately, this situation does not prevail in the DRC. The contractual system was abandoned while national and provincial taxes proliferated. "There are, however, simple solutions: a unique mining taxation and a State acquiring shares in mining companies without too much appetite."

Decouvrir La Richesse

Quand vous exploitez l'OR

Vous construisez des nations plus Fortes

Ceci est la forme de richesse que AEL Mining Services est fière de vous aider à découvrir. Avancer, constamment innover et définir le futur des explosifs dans l'industrie Minière.

AT A GLANCE



868
BUSINESS CONNECTIONS WITH THE MATCHMAKING SERVICE

90 EXPERT SPEAKERS IN 9 PRE-CONFERENCE AND CONFERENCE SESSIONS

11 SOUTH AFRICAN COMPANIES EXHIBITING AT THE DTI PAVILION

EXCLUSIVE SITE VISIT ATTENDED BY 26 DELEGATES AT KAMOA COPPER – IVANHOE MINES

9 FREE-TO-ATTEND TECHNICAL WORKSHOPS

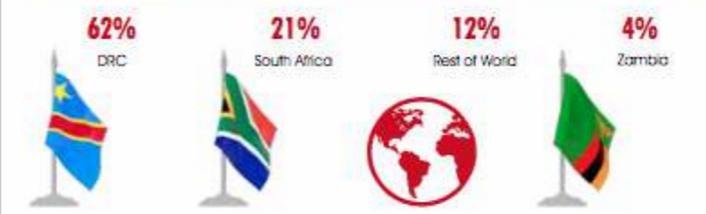
+144 PRODUCTS ON DISPLAY ON THE EXPO

25 MEDIA HOUSES COVERING THE PRESS CONFERENCE AND THREE-DAY EVENT

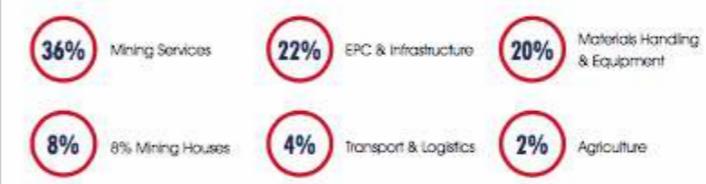
SENIOR KEY DECISION MAKERS



COUNTRIES REPRESENTED AMONG EXHIBITORS



KEY INDUSTRIES BREAKDOWN



“WE CAN SEE THAT YEAR ON YEAR THE EVENT KEEPS ON GROWING AND AS CO-ORGANISERS WITH SPINTELLIGENT WE ARE VERY PROUD THAT THIS FIRST DAY HAS BEEN SUCH A SUCCESS. WE ARE CONVINCED THAT THE SECOND DAY WILL BE THE SAME.”

SIMON TUMA WAKU, VICE-PRESIDENT OF FEC IN CHARGE OF MINES

PRODUCTS & SERVICES SOURCED

- BANKING
- DRILLING & BLASTING
- EPC / TECHNOLOGY
- INSURANCE
- LUBRICANTS
- MACHINERY
- MANUFACTURING
- OIL
- OPERATOR
- POWER
- PROCESSING
- PUMPS
- SECURITY
- SPRAYING
- TELECOMS



“I WANT TO ENCOURAGE AND CONGRATULATE THE ORGANISERS BECAUSE I THINK THERE IS A STRONG INFLUX AND THE NUMBER OF EXHIBITORS IS ONLY INCREASING FROM YEAR TO YEAR.”

SERGE BILAMBO, HEAD OF THE PROVINCE OF UPPER KATANGA, STANDARD BANK

ILS NOUS PARLENT DE LEUR ENTREPRISE

KASONGO BIN NASSOR-TFM

Production

« Nous avons neuf mines à ciel ouvert actives en ce moment. Par jour, nous traitons donc environ 15000 tonnes de minerai dont la teneur moyenne est de 4,3%. C'est moins que les 16% de Kamao. Au premier trimestre 2017, nous avons produit 58 883 tonnes de cuivre et 3 587 de cobalt métal. Pour nos opérations, nous faisons appel à nos 3400 travailleurs dont 98% sont Congolais et aux 4000 travailleurs de nos sous-traitants dont 85% sont des Congolais ».

TFM est résolument engagé dans le développement social et communautaire
« Nous avons créé un fonds social dont la valeur équivaut à 0,3 % des revenus de la société et dont le comité de gestion est géré de façon tripartite. On y trouve à la fois TFM, le représentant de la province, mais également le représentant de la communauté.

Donc, tous les projets qui sont financés pour le fond social sont décidés ensemble dans le cadre de ce partenariat. D'autres projets de développement communautaire sont décidés et financés directement par TFM. Il s'agit par exemple de la construction d'écoles, de la réhabilitation des hôpitaux et de la distribution d'eau potable. TFM a dépensé environ 4 millions de dollars dans le cadre de ce projet. Nous encourageons également les contractants locaux et nous organisons même une foire pour la promotion des petites et moyennes entreprises ».

Relations avec l'État

« Depuis que nous avons commencé nos opérations en 2006, nous avons payé 1,74 milliard de dollars au Trésor public et aux différents services de l'État. Au premier trimestre de 2017, nous leur avons payé 48.2 millions de dollars. Même si le gouvernement

a fait des efforts pour améliorer le climat des affaires, il reste la question de la TVA qui n'est pas remboursée ; c'est un problème, car nous sommes confrontés à des procédures administratives assez longues pour nos exportations [et] à des contrôles intempestifs avec parfois des redressements tout à fait fantaisistes ».

Les creuseurs

« Enfin le problème qui nous dérange le plus parmi tous ces défis c'est la présence des creuseurs illégaux dans nos concessions. Aujourd'hui, à TFM, il y a plus de 10 000 artisans miniers qui peuvent être agressifs et qui posent beaucoup de problèmes. C'est une question qui nous préoccupe sérieusement et nous espérons que le gouvernement nous aidera à trouver des solutions, car, pour cela aussi, on attend trop des sociétés minières. Mais les sociétés minières ne peuvent pas tout faire à elles seules ».





LE SPÉCIALISTE DE L'ÉQUIPEMENT PÉTROLIER

VENTE • INSTALLATION • MAINTENANCE



Équipement station service
Fuel station equipment



Gestion pétrolière et livraison
Fuel management and delivery



Comptage pétrolier
Fuel counting



Pompe transfert de carburant
Fuel transfer pump



Tuyaux flexibles et accessoires
Flexible hoses and accessories

Kinshasa - Avenue Shaumba, Gombe | +243 85 55 40 000
Lubumbashi - Avenue des Usines | +243 85 55 40 030
www.distritec-rdc.biz

**DEUX GARAGES À VOTRE SERVICE
À LUBUMBASHI**

GROUPES ELECTROGENES

ENTRETIEN ET DEPANNAGE 7/7



BOSCH DIESEL SYSTEMS SPECIALIST

CED & ET

Centre électro-diesel & électro technique





**REVISION
POMPE D'INJECTION**

ENTRETIEN TOUT VEHICULE

RECHARGE CLIMATISATION
DIAGNOSTIQUE PAR ORDINATEUR
MISE AU POINT MOTEUR
REPARATION ALTERNATEUR
ET DEMARREUR
CARROSSERIE ET PEINTURE
EQUILIBRAGE PNEUS
CONTROLE SUSPENSIONS ET FREINS
REPARATION PARE-BRISE

info@cedet-lubum.com

17 Av. Industrielle
+243 81 97 21 882

5253 Av. De La Révolution
+243 85 34 83 882

THEY TOLD US ABOUT THEIR BUSINESS

KASONGO BIN NASSOR-TFM

Production

"We have nine open pit mines in operation now. We treat some 15,000 tonnes of ore daily, with an average content of 4.3%. That's less than the 16% of Kamao. In the first quarter of 2017, we produced 58,883 tonnes of copper and 3,587 tonnes of cobalt metal. For our operations, we count on our 3,400 workers, 98% of which are Congolese, and the 4,000 workers of our subcontractors, of which 85% are Congolese".

TFM is resolutely engaged in community development

"We have created a social fund valued at 0.3% of the company's revenue. Its Management Committee is composed on a tripartite basis: there are representatives of both TFM and the province, but also the local community. All the projects financed by the social fund are decided upon in common within the framework of this partnership. Other community development projects are decided and financed directly by TFM, for example the construction of schools, the rehabilitation of hospitals and the distribution of drinking water.

TFM has spent about \$ 4million on these projects. We also encourage local contractors and even organize a fair for the promotion of small and medium-sized enterprises".

Relations with the State

"Since we started our operations in 2006, we paid \$ 1.74 billion to the Treasury and to various state services. In the first quarter of 2017 we paid them 48.2 million dollars. Although the Government has made efforts to improve the business climate, there remains the question of VAT which is not refunded. This is a problem, because for our exports we face long enough administrative procedures [and] untimely controls with sometimes quite fanciful adjustments".

Artisanal miners

"Finally, the problem that bothers us most among these challenges is the presence of illegal miners in our concessions. Today, at TFM, there are more than 10,000 illegal diggers who can be aggressive and pose a lot of problems. This situation is of serious concern to us and we hope that the Government will help us to find solutions, because for this also, a great deal is expected from mining companies. But mining companies cannot do everything alone".

"Today, at TFM, there are more than 10,000 illegal diggers who can be aggressive and pose a lot of problems."

Focus on your business, TIAfrica does the rest



**GLOBAL MANAGEMENT
ACCOUNTING AND TAXATION
HUMAN RESOURCES MANAGEMENT
WORKFORCE PLACEMENT**

+243 970 094 87 +243 851 000 067
info@tiafrica.co / www.tiafrica.co

LOUIS WATUM, IVANHOE

L'Avenir du cuivre

« Nous sommes en train de développer deux projets miniers : Kipushi et Kamo. Je parlerai surtout de Kamo. Kamo, c'est essentiellement le cuivre, ce n'est pas un site poli métallique. Nous n'avons pas de cobalt, nous n'avons pas d'autres métaux que le cuivre. Et le cuivre est en train de prendre de plus en plus d'essor avec l'avènement des voitures électriques. À l'avenir, quand vous verrez passer une voiture électrique, sachez que c'est 40 kg de cuivre qui sont en train de rouler. Quand vous ne regardez rien que la batterie de ces voitures-là, c'est encore environ 40 kg, donc 80 kg de cuivre chaque fois vous verrez une voiture électrique. Et il n'y a pas que les voitures ».

Kamo : un océan de cuivre

« À Kamo, on a exploré 200 km² sur les 400 km² que compte la concession. À 10 km au sud-est de Kamo, on a trouvé du minerai de haute teneur, de la minéralisation. Et on s'est mis à intensifier le forage autour de cet endroit-là et c'est comme ça que le gisement de Kakula a été découvert. Les réserves sont en train d'augmenter au fur et mesure que le forage progresse. Rien que pour Kakula, on parle à ce jour de 130 millions de tonnes de cuivre à 6% à une teneur de coupure de 3% en cuivre. C'est énorme ! Et si on prend les combinés de Kamo et Kakula, nous sommes au-delà d'un milliard de tonnes à haute teneur de cuivre. C'est incroyable ! C'est un océan de cuivre à haute teneur ».

Un agent anti-bactéries

« On produira une très grande quantité, mais on doit faire très attention. Il ne faut pas inonder le marché. Il faut doser. Mais en réalité la demande est allée en croissant. Il y a un autre usage du cuivre dont on parle très peu : c'est que le cuivre est un agent anti-bactéries très puissant. Mondialement, il y a environ 7 millions d'infections par an. Cela coûte environ 80 milliards de dollars pour soigner les infections. Imaginez-vous que si on pouvait faire un revêtement en cuivre de tout ce qui est métallique dans une chambre d'hôpital, on réduirait le taux d'infection jusqu'à 60 % parce que le cuivre est efficace à 99,9 % pour tuer les bactéries ».

“Copper is growing more and more in importance with the advent of electric cars. In the future, when you see an electric car, know that it contains 40 kg of copper rolling.”

The future of copper

“We are developing two mining projects: Kipushi and Kamo. I'll speak particularly of Kamo which is essentially copper. It isn't a polymetallic site. We have no cobalt, and don't have any other metal than copper. Copper is growing more and more in importance with the advent of electric cars. In the future, when you see an electric car, know that it contains 40 kg of copper rolling. And excluding the battery there is another 40kg of copper, so every electric car has a total of 80 kg of copper. And of course copper is not just in cars”.

Kamo: an ocean of copper

“200 km² of Kamo's 400 km² concession have been explored. 10 km to the southeast of Kamo, we found high-grade ore mineralisation. So we intensified drilling around this place and that's how the Kakula deposit was discovered. Reserves are increasing as drilling progresses. Today, for Kakula alone, one speaks of 130 million tonnes of copper at 6% to a 3% copper cut-off grade. It's huge! And if we take the combined sites of Kamo and Kakula, we are beyond a billion tonnes with high copper content. It's unbelievable! It is an ocean of high-grade copper”.

Copper: an anti-bacteria agent

“We will produce a very large volume, but we have to be very careful. We must not flood the market. We'll have to pace ourselves. But in reality demand is up. There is another use of copper about which very little is known: copper is a very powerful anti-bacteria agent. Worldwide, there are about 7 million infections per year. It costs about \$ 80 billion to treat these infections. Imagine if we could make a coating in copper of all that is metal in a hospital room, it would reduce the infection rate by up to 60% because copper is 99.9% effective in killing bacteria”.

PROSTEEL

ACIERS ET MÉTAUX

钢材和金属

LOOKING FOR STEEL?

SEE US FIRST!



L'ACIER C'EST NOUS. QUALITE ASSUREE
CHUMA YA KWELI NI KWETU

LUBUMBASHI

354, Av. MAMA YEMO
44, Av. LIKASI / ADOULA
11, Av. SHANGUNGU
Q/ INDUSTRIEL, C/ KAMPEMBA
101, ROUTE MUNAMA
Q/ KAFUBU, C/ KAMPEMBA

KOLWEZI

2291, Av. DU NORD, C/ DILALA
E-MAIL: prosteelkz@prosteel.cd
CELL : +243 822 999 000

CELL
+243 821 920 000

E-MAIL
prosteellub@prosteel.cd

KEEP IT REAL. KEEP IT CAT®

You have to push every day. To meet tomorrow's deadline. To secure the next contract. To stay ahead of the competition. No matter what challenges lie ahead, Caterpillar and Congo Equipment are committed to bringing you machines, solutions and support to help your business keep pushing forward.

For more information call +243 825 003 015
email contact@congo-equipment.com

675, Avenue de la Métallurgie (Fondal), Lubumbashi. Congo
Equipment is the Caterpillar Dealer in Katanga Province, DRC.



Follow us on Facebook
[www.facebook.com/pages/
Congo-Equipment-CAT](https://www.facebook.com/pages/Congo-Equipment-CAT)

**Congo
Equipment**

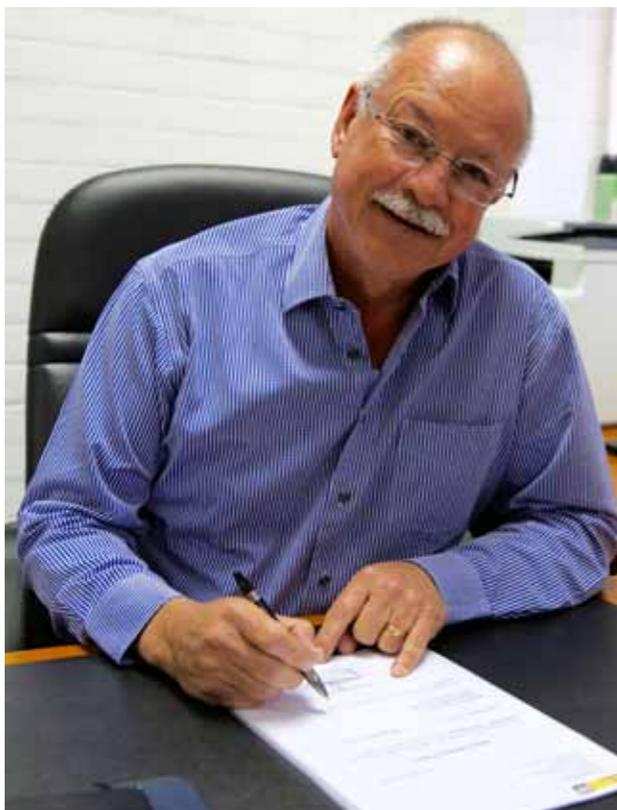


© 2015 Caterpillar. All Rights Reserved. CAT, CATERPILLAR, BUILT FOR IT™, their respective logos, "Caterpillar Yellow," the "Power Edge" trade dress as well as corporate and product identity used herein, are trademarks of Caterpillar and may not be used without permission.

Mining and Business a rencontré Deon Heyns

Le Directeur Général de Congo Equipment. Lors d'un entretien, il a insisté sur l'importance de la formation continue du personnel, les projets prioritaires et le cap à tenir pour 2017.

Mining and Business Magazine: Deon, vous avez 20 années d'expérience dans l'industrie minière. Très récemment vous avez été muté de Zambie pour la RDC où vous êtes en charge à présent de Congo Equipment. Quelle est votre analyse du marché et comment décririez-vous le rôle que votre compagnie y joue ?



Deon Heyns, Le Directeur Général de Congo Equipment
heyns@congo-equipment.com

Deon Heyns: il y a peu de temps que je suis en place, mais il me semble déjà que l'activité se redresse, il y a évidemment un lien avec la remontée des prix du cuivre et du cobalt. Le marché était plutôt dépressif l'an passé, il semble que les indicateurs ne soient plus dans le rouge et nous le vérifions dans le business quotidien ainsi que dans les commandes de nouveaux équipements. Le rôle de Congo Equipment est d'accompagner nos clients dans leur priorité d'obtenir la meilleure rentabilité en terme de coût opérationnel. Nous avons des équipes sur la plupart des sites miniers où nous apportons une assistance technique à nos clients avec les services de maintenance ce qui les aide à réduire leurs coûts d'exploitation.

MBM: Quel équipement minier est le plus demandé par vos clients en RDC et quels sont vos plus importants projets actuellement?

DH: Nos clients en RDC n'ont pas à déplacer des volumes aussi importants qu'en Zambie, parce que la concentration du cuivre ici est beaucoup plus importante. KCC opère avec 793 camions tandis que d'autres compagnies opèrent avec des 100 tonnes ou des camions plus petits. TFM qui a été racheté par China Molybdenum Co (CMOC) est l'un de nos clients les plus importants. Le support que nous apportons avec nos équipes présentes sur le site est aussi important que les deux opérations de Glencore à KCC et à MUMI. Nous avons également un centre de reconditionnement à Kolwezi où nous faisons de la maintenance pour nos clients.

MBM: Quels sont les critères de Congo Equipment en Q1 et Q2 et quels sont vos objectifs pour le reste de l'année?

DH: Nous sommes en avance par rapport au planning initial, donc nous avons revu nos prévisions. Nos objectifs sont d'accorder une priorité à la relation client, et s'assurer que nos liens soient étroitement maintenus et renforcés. En outre, il y a un certain nombre de clients en voie de développement avec lequel nous travaillons, dont des compagnies chinoises, même s'ils apportent leur propre équipement et leur façon de réaliser des affaires. D'un point de vue social, nous avons un objectif et la responsabilité de recruter du personnel local, remonter leur niveau de compétences et le promouvoir au sein de l'entreprise.

M&B talks to Deon Heyns

CEO of Congo Equipment on the importance of employee training, key projects and the company's goals for the remainder of 2017.

Mining and Business Magazine: Deon you have over 20 years experience of working in the mining industry. Very recently you relocated to DRC from Zambia, to run operations of Congo Equipment, what is your view of the market and how would you describe the role the company plays in it?

Deon Heyns: In the short time I have been here it appears the market is picking up, driven by the increase in the copper and cobalt prices. The market, from being very depressed last year, is starting to grow again and we are seeing it in the day to day business as well as new equipment purchases. The role of Congo Equipment is to support our customers at the lowest operating costs. We have teams at various mining sites, where we assist customers with maintenance and to drive down their operating costs.

MBM: What mining equipment is most in demand with your clients in the DRC and which are your biggest projects currently?

DH: Customers in the DRC don't have to move as much volumes as compared to Zambia, because copper grades mined in the DRC are much higher. KCC operates 793 trucks, whilst other companies operate with 100 ton or smaller trucks. Tenke Fungurume Mine, taken over by China Molybdenum Co (CMOC) is one of our big customers, where we currently have a large support staff on their site similar to the 2 Glencore operations at KCC and MUMI. We also have a Component Rebuild Centre in Kolwezi where we do customer component repairs.

MBM: What is your assessment of Congo Equipment operations in Q1 and Q2 and what are the goals for the rest of 2017?

DH: We are ahead of initial planning, so we have revised that upwards. Our goals are to drive that business and form tighter relationships with our customers, ensuring our close ties are maintained and strengthened. Additionally, there are a number of developing customers that we work with including Chinese companies, even though they bring their own equipment and way of doing business. From a social point of view, we have a goal and responsibility to empower local people and to up skill them and promote within the organisation.

Congo Equipment – CHIFFRES CLÉS Congo Equipment - In Numbers

- Démarrage en RDC: 2007

- **Employés:** 950. La plupart sont des équipes techniques basées sur les sites miniers des clients où ils interviennent en maintenance et réparation.

- **Centres de service technique:** 5 (Lubumbashi, Kolwezi, Tenke Fungurume Mining, Mumi and KCC Mining)

- **Year entered the country:** 2007

- **Employees:** 950, most of whom are technical staff either placed at customer sites or at our own site, where we maintain and repair components.

- **Facilities in DRC:** 5 (Lubumbashi, Kolwezi, Tenke Fungurume Mine, MUMI and KCC mine).

**Congo
Equipment**

CAT

APERÇU SUR LE POTENTIEL DE CALCAIRE DANS LES PROVINCES DU HAUT KATANGA ET LUALABA

Cet article donne un aperçu très basique de la géologie régionale en ce qui concerne le calcaire contenant des formations géologiques, les occurrences potentielles de calcaire et les opérations d'extraction et de traitement de calcaire existantes dans la Région.

Contexte géologique

Le sud du Katanga est une région réputée pour ses mines de cuivre et de cobalt de classe mondiale. Cependant, il y a très peu d'opérations de calcaire et aucune exploitation minière significative pour les carbonates à haute pureté.

En RDC, les calcaires dans la succession du Katanga se produisent à des niveaux stratigraphiques similaires à ceux de la ceinture de cuivre zambienne. Ceux-ci comprennent le sous-groupe Upper Roan (sous-groupe Dipeta en RDC), le groupe Nguba et, plus haut au sein du groupe Kundelungu, le «schiste dolomitique», le «calcaire rose oolitique» et le «calcaire massif pur».

Le Roan Group – Upper Roan / Dipeta

La succession Roan comprend une séquence de schistes et de carbonates dont beaucoup contiennent des impuretés élevées. Les calcaires incluent les types stromatolitiques et oolitiques, et certains de ces calcaires répondent aux exigences de calcinations. Quelques unités

OPÉRATIONS CALCAIRES ACTUELLES

Lubudi

Le gisement de calcaire de Lubudi a été exploité par la Belgique durant la colonisation à partir de 1924, période pendant laquelle du ciment et de la chaux ont été produits. Le gisement est détenu par Ciment Katanga Lubudi (Cimenkat), qui appartient à la Gécamines et à l'Entreprise Générale Malta Forrest (EGMF, opérateurs précédents de l'opération de calcaire Kabimba à Kalemie). L'exploitation minière s'est arrêtée en 2010. Les réserves actuelles sont de 110 Mt.

présentent un remplacement presque complet de la dolomie par le talc.

Le sous-groupe Mwashya

Le sous-groupe Mwashya comprend R.4.2-supérieur («schiste noir») et R.4.2-inférieur («clair de schiste»).

Le groupe Nguba

Le groupe Nguba contient des pierres dolomitiques, des dolomites et des carbonates (le calcaire de Kakontwe), le même type qu'à Likasi.

Le groupe Kundelungu

Le groupe Kundelungu contient des schistes dolomitiques, des calcaires roses et des calcaires roses oolitiques, comme à Lubudi.

Lusumbi – Kolwezi

Lusumbi est situé à environ 40 km au nord-est de Kolwezi. La superficie a été évaluée par Roan Prospecting and Mining Ltd. Le calcaire est similaire aux calcaires oolitiques de Lubudi avec CaO allant de 25% à 55%. Des affleurements s'étendent sur plusieurs km avec des largeurs jusqu'à 300 m. Aucune exploitation minière n'est en cours actuellement, mais la zone est couverte par 7 permis miniers industriels détenus par la Compagnie de Traitement des Rejets de Kingamyambo. Cette société a été détenue par First Quantum Minerals. Elle est maintenant la propriété d'ERG.

Likasi – Kakontwe

Avec des types de calcaires Kakontwe, la Grande Cimenterie du Katanga (GCK) a une capacité 120 000 Tpa pour la chaux et de 17 000 Tpa pour l'usine de ciment. Les sources certifiées indiquent environ 5 km de longueur et 120 m de largeur maximale et plus de 50 Mt, avec une pureté de 50% CaO.

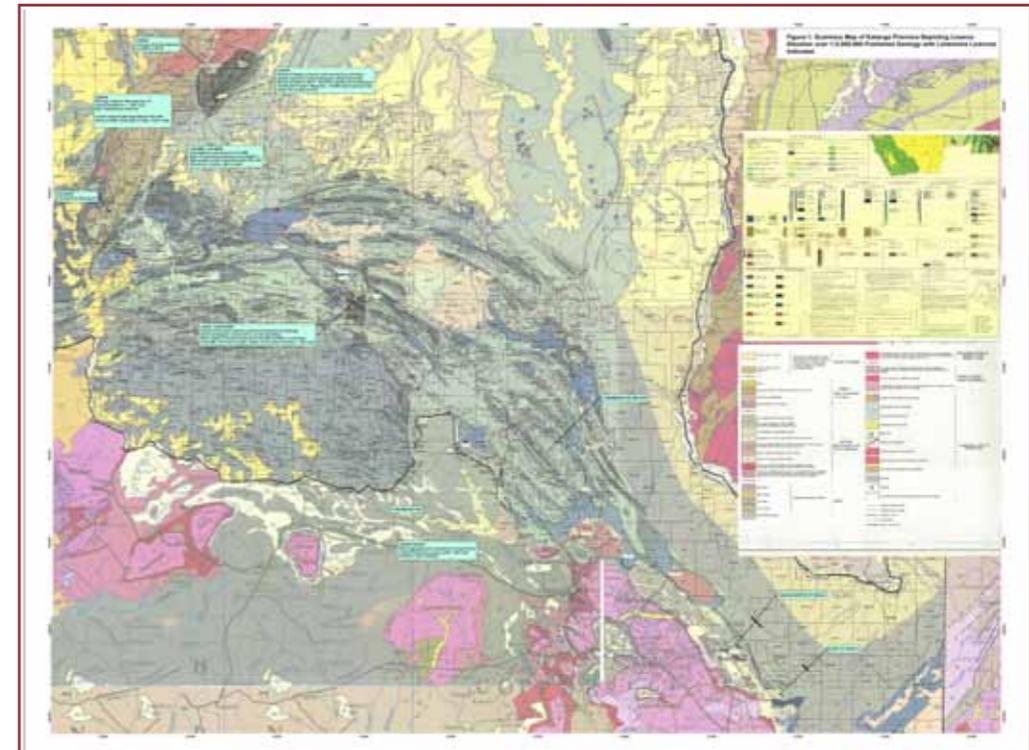
Sakania

Ces zones se situent à l'Est de Ndola et représentent potentiellement des extensions aux calcaires de haute pureté rencontrés à Ndola et qui sont actuellement en exploitation. Les unités géologiques présentes sont indifférenciées Roan, Mwashia et calcaire Kakontwe. 25 licences minières industrielles pour le calcaire sont détenues par 3 entreprises qui ont déjà évalué le potentiel de calcaire dans cette zone.

A l'heure actuelle, il n'y a pas de société de production de ciment dans la région capable de produire du ciment Portland de haute qualité. Tout le ciment est importé de Zambie, d'Afrique du Sud, du Zimbabwe et du Malawi. Pour la production de chaux industrielle, GCK ne satisfait pas la demande de l'industrie minière et cette marchandise est aussi importée à grande échelle. Pourtant ce produit « made in DRC » pourrait être acheté localement beaucoup moins cher s'il était facilement disponible et à la qualité requise. Selon le directeur des achats d'une mine du Haut Lomami : « Comme souvent, le potentiel est là mais les industriels comme GCK sont quotidiennement victimes de tracasserie alors que le gouvernement devrait leur dérouler le tapis rouge afin de nous rendre moins dépendants des importations »

OVERVIEW OF THE LIMESTONE POTENTIAL IN UPPER KATANGA AND LUALABA PROVINCES

This article gives an overview of the regional geology with regard to limestone: geological formations, potential occurrences and current operations of extraction and treatment of limestone in the region.



GEOLOGICAL BACKGROUND

Southern Katanga is a region renowned for its world-class copper and cobalt mines. The South of Katanga is a region known for its world class copper and cobalt mines. However, there are very few limestone operations and there is no significant mining of high-purity carbonates. In the DRC, limestone found within the Katanga succession occurs at similar stratigraphic levels to those of the Zambian Copperbelt, although the sequence is much thicker. They include the Upper Roan Subgroup (the Dipeta Subgroup in the DRC), the Nguba Group and, higher up within the Kundelungu Group, the 'schistes dolomitiques', the 'calcaire rose oolitique' and 'calcaire massif pur'.

The Roan Group - Upper Roan / Dipeta

The Roan succession comprises a sequence of shales and carbonates, many of which are high in impurities. The limestone includes stromatolitic and oolitic types, so texturally at least some of the limestone fulfils the requirements for calcinations. Some units show an almost complete replacement of dolomite by talc.

The Mwashya Subgroup

The Mwashya Subgroup comprises R.4.2-superior ('shale noir') and R.4.2-inferior ('shale clair').

The Nguba Group

The Nguba Group hosts dolomitic sandstones, dolomites and carbonates (the Kakontwe Limestone), i.e. the type location at Likasi.

The Kundelungu Group

The Kundelungu Group contains dolomitic shales, pink limestones and oolitic rose limestones, as in Lubudi.

CURRENT LIMESTONE OPERATIONS

Lubudi

The Lubudi limestone deposit which is situated on the edge of Lubudi, some 260 km to the north west of Lubumbashi, was mined by Belgium during the colonial period from 1924 onwards, during which time cement and lime were produced. The deposit belongs to Ciment Katanga Lubudi (Cimencat) which is owned by Gécamines and Enterprise Générale Malta Forrest (EGMF, previous operators of the Kabimba limestone site in Kalemie). Mining stopped in 2010. Current 'reserves' are reported to be 110 Mt.

Lusumbi - Kolwezi

Lusumbi is located some 40 km north east of Kolwezi. The area has been previously evaluated by Roan Prospecting and Mining Ltd. The limestone is similar to the oolitic limestones in Lubudi with CaO ranging from 25 % to 55 %. Apparent limestone outcrops extend for several kilometres with widths up to 300 m. No mining operations are currently underway, but the area is covered by 7 industrial mineral mining licenses held by Compagnie de Traitement des Rejets de Kingamyambo. This company was formally held by First Quantum Minerals and is now owned by ERG.

Likasi - Kakontwe

The Grande Cimenterie du Katanga (GCK) at Kakontwe has a capacity of 120,000 Tpa for limestone and 17,000 Tpa for cement, produced by the great plant of Katanga (GCK) factory. Sources indicate ~ 5 km of strike, 120 m maximum width and more than 50 Mt, with purity of 50 % CaO.

Sakania

These areas are located to the East of Ndola and represent potential extensions to the high purity limestone found in Ndola. The geological units are undifferentiated Roan and Mwashia Kakontwe limestone. 25 industrial mining licenses for limestone are owned by 3 companies that have evaluated the area's potential.

In conclusion, it can be stated that at the moment there is not one cement producing company in the region which is able to produce the highest quality Portland Cement. Currently, all cement is imported from Zambia, South Africa, Zimbabwe and Malawi. GKC's production of industrial lime does not satisfy the demand of the mining industry so this product is also imported on a large scale.

This product could be bought locally at a much cheaper price if the required quality were available. According to the Purchasing Director of a mine in Haut Lomami, "the potential is there - as often - but manufacturers like GCK are daily victims of harassment whereas the Government should roll the red carpet out for them to make us less dependent on imports".



Lubumbashi • Kolwezi • R.D.C
Tél.: +243 818113989 • E-mail: quinmat@gmail.com



Tél.: +243 81 811 3989



Sanitaires • Plomberie • Equipements de protection individuelle
Electricité • Electroportatif • Outils agricoles
Peintures & accessoires • Vêtements de travail



La sixième extinction de masse des animaux s'accélère

Dans une nouvelle étude très alarmante, trois chercheurs Gerardo Ceballos (Université nationale autonome du Mexique), Paul Ehrlich et Rodolfo Dirzo (Stanford) concluent que les espèces de vertébrés reculent de manière massive sur Terre, à la fois en nombre d'animaux et en étendue.



LES DISPARITIONS DES ESPÈCES ONT ÉTÉ MULTIPLIÉES PAR 100 DEPUIS 1900

C'est ce qu'ils nomment « un anéantissement biologique ». En juin 2015, les deux premiers avaient déjà publié une autre étude dans la revue Science Advances, qui montrait que la faune de la Terre était d'ores et déjà en train de subir sa sixième extinction de masse. Ils avaient calculé que les disparitions d'espèces ont été multipliées par 100 depuis 1900, soit un rythme sans équivalent depuis l'extinction des dinosaures il y a 66 millions d'années. Dans une étude très alarmante, publiée lundi 10 juillet dans les Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS), les chercheurs concluent que les conséquences de la « défaunation » sont « catastrophiques » pour les écosystèmes et

que les impacts écologiques, économiques et sociaux sont majeurs.

L'OPINION PUBLIQUE PEINE À MESURER LA GRAVITÉ DU PHÉNOMÈNE

Un anéantissement biologique annoncé. Cette approche présente plusieurs défauts à leurs yeux : l'opinion publique peine à mesurer la gravité du phénomène à l'œuvre (deux espèces disparaissent chaque année, ce qui paraît faible, surtout quand ces dernières sont peu connues ou peu répandues).

Et elle ne permet pas de correctement évaluer le problème en cours. Les espèces les plus communes (dont les populations sont largement présentes) enregistrent des reculs massifs de leurs effectifs, sans pour autant être déjà menacées.

« Or, la disparition des populations est un prélude à celle des espèces, préviennent les scientifiques. Une analyse détaillée du déclin des effectifs d'animaux rend le problème bien plus clair et inquiétant. » Les chercheurs ont alors mené une vaste analyse, sur la moitié des espèces de vertébrés connues : ils ont examiné les évolutions des populations de 27 600 espèces de mammifères, oiseaux, reptiles et amphibiens terrestres, réparties sur les cinq continents, en utilisant la base de données de la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui constitue l'inventaire mondial le plus complet de l'état de conservation de la biodiversité.

LA RÉELLE AMPLEUR DE L'EXTINCTION DE MASSE QUI TOUCHE LA FAUNE EST

CATASTROPHIQUE

« La réelle ampleur de l'extinction de masse qui touche la faune a été sous-estimée : elle est catastrophique », jugent-ils. Au total, 32 % des espèces étudiées déclinent en termes de population et d'étendue. Plusieurs mammifères qui se portaient bien il y a une ou deux décennies sont maintenant en voie de disparition. En 2016, la planète ne comptait que 7 000 guépards et 35 000 lions africains (— 43 % depuis 1993). Les populations d'orangs-outans de Bornéo ont chuté de 25 % ces dix dernières années, pour atteindre 80 000 individus, tandis que celles de girafes sont passées de 115 000 spécimens en 1985 à 97 000 en 2015. Celles de pangolins ont été décimées.

30 % des espèces en déclin sont communes

Tous les continents sont concernés par cette érosion spectaculaire de la biodiversité. Les zones les plus touchées, notamment pour les mammifères et les oiseaux, sont celles situées aux tropiques (Amazonie,

bassin du Congo, Asie du Sud-Est) car se sont les plus riches en termes de faune. Mais les régions tempérées enregistrent des taux similaires, voire plus élevés en valeur relative — c'est-à-dire comparé à la richesse de leur biodiversité. Corollaire de la perte d'effectifs, la faune voit son territoire diminuer comme une peau de chagrin.

Parmi les 177 espèces de mammifères scrutées plus spécifiquement par l'étude, quasiment tous ont perdu au moins 30 % de leur aire de répartition historique depuis 1900 et 40 % en ont perdu plus de 80 %. Cas emblématique, le lion a longtemps régné sur la majeure partie de l'Afrique, du sud de l'Europe et du Moyen-Orient, jusqu'au nord-ouest de l'Inde ; on ne compte aujourd'hui qu'une poignée de populations dispersées en Afrique subsaharienne et une population dans la forêt de Gir, en Inde. Au total, plus de 50 % des animaux ont disparu depuis quarante ans, estiment les scientifiques, qualifiant leurs résultats de « prudents ».



NOMBRE D'ESPÈCES ACCUSANT UN DÉCLIN DE LEUR POPULATION, PAR ZONE DE 10 000 KM²



SOURCES : GERARDO CEBALLOS, PNAS, 2017 ; UICN
* A partir d'un échantillon de 27 600 espèces vertébrées terrestres, dont 177 espèces de mammifères

Une érosion générale de la biodiversité

50% DES ANIMAUX ONT DISPARU DEPUIS QUARANTE ANS

Deux ou trois décennies pour agir. Les causes de ces reculs sont connues. D'abord la perte et à la dégradation de l'habitat sous l'effet de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de l'urbanisation ou de l'extraction minière. Viennent ensuite la surexploitation des espèces (chasse, pêche, braconnage), la pollution, les espèces invasives, les maladies et, plus récemment, le changement climatique. « Les moteurs ultimes de la sixième extinction de masse sont moins souvent cités, jugent les auteurs.

Il s'agit de la surpopulation humaine, liée à une croissance continue de la population, et de la surconsommation, en particulier par les riches. « Nous ne disposons que d'une petite fenêtre pour agir, deux ou trois décennies au maximum », préviennent-ils. Il en va de la survie de la biodiversité, mais également de l'humanité. « L'érosion des espèces entraîne de graves conséquences en cascades sur l'ensemble des écosystèmes, ainsi que des impacts économiques et sociaux pour l'humain », rappelle Gerardo Ceballos. La faune et la flore nous rendent en effet de nombreux services, qu'il s'agisse de la pollinisation, de l'amélioration de la productivité des terres, de l'assainissement de l'air et de l'eau ou du stockage du CO2.

Source: AUDREY GARRIC - Le Monde

The sixth mass extinction of animals accelerates

In a new alarming study, the three researchers Gerardo Ceballos (National Autonomous University of Mexico), Paul Ehrlich and Rodolfo Dirzo (Stanford) conclude that Earth's vertebrate species are under retreat on a massive scale, both in terms of numbers and in range.

THE DISAPPEARANCE OF SPECIES HAS MULTIPLIED BY 100 SINCE 1900

It's what they call "biological annihilation." In June 2015, Ceballos and Ehrlich published a study in the journal Science Advances, showing that the terrestrial fauna was already undergoing its sixth mass extinction. They had

calculated that the disappearance of species had multiplied by 100 since 1900 — a pace unparalleled since the extinction of the dinosaurs 66 million years ago. In an alarming follow-up study published 10 July 2017 in the Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS), the researchers concluded that the consequences of 'defaunation' are 'catastrophic' for ecosystems and have major ecological, social and economic impacts.

PUBLIC OPINION BARELY MEASURES THE SERIOUSNESS OF THE PHENOMENON

Biological annihilation announced. The public can barely measure the seriousness of the phenomenon. Two species disappear each year, which seems unimportant, especially when they are little-known and little-used. And it does not correctly evaluate the ongoing problem. The most common species (whose populations are largely

present) are recording massive declines in their numbers, without being already threatened. "However, the disappearance of populations is a prelude to the disappearance of species", scientists warn. "A detailed analysis of the decline of the number of animals makes the problem much more clear and disturbing". The researchers conducted an extensive analysis of about half of the known vertebrate species : they examined the evolution of populations of 27,600 species of mammals, birds, reptiles and terrestrial amphibians, spread over the five continents, using the database of the red list of the International Union for the Conservation of Nature (IUCN), which is the most complete world inventory of the state of conservation of biodiversity.



THE REAL MAGNITUDE OF THE MASS EXTINCTION ENDANGERING WILDLIFE IS CATASTROPHIC

They argue "The real extent of the mass extinction that affects wildlife has been underestimated: it is catastrophic". In total, 32% of the species studied declined in terms of population size and ranger over which the populations occur. Several mammals that were doing well one or two decades ago are endangered now. In 2016, the planet had only 7,000 cheetahs and

35,000 African lions (— 43% since 1993). Populations of orangutans of Borneo have fallen by 25% in the last ten years, dropping to 80,000 individuals, while giraffes have diminished from 115,000 individuals in 1985 to 97,000 in 2015. Pangolins have also been decimated.

30% of the species in decline are common species

All continents are affected by this spectacular erosion of biodiversity. The most affected areas, especially for mammals and birds, are those located in the Tropics (Amazonia, the Congo basin, Southeast Asia) as they are more rich in terms of wildlife. But temperate regions are confronted with similar or even higher rates in relative terms, that is: compared to the richness of their biodiversity. Parallel to the loss of species, wildlife's territory dramatically decreases.

Among the 177 species of mammals specifically investigated by the study, almost all have lost at least 30% of their historic living area since 1900; 40% have lost more than 80%. The lion, an emblematic case, has long reigned over most of Africa, Southern Europe, the Middle East and the North-West of India. Today, there are only a handful of individuals left in sub-Saharan Africa and the Gir forest in India. Altogether, more than 50% of the animals disappeared over the last forty years, scientists say, describing their estimates as "cautious".

Two or three decades for action. The causes of these declines are known. First, the loss and degradation of animal habitat due to agriculture, forestry, urbanization or mining. Then, there is the overexploitation of the species due to hunting, fishing, poaching, pollution, invasive species, disease and, more recently, climate change. According

to the authors, "the ultimate driving forces of the sixth mass extinction are less often mentioned. They are human overpopulation, linked to a continuous population growth, and consumption, especially by the rich.

We only have a small window to act, two or three decades at the most". It is not only the survival of biodiversity that is at stake but also that of humanity. "The erosion of the species has serious cascades of consequences across ecosystems, as well as economic and social impacts for humans", recalls Gerardo Ceballos. Indeed, the flora and fauna render us many services, whether it is pollination, the improvement of the productivity of land, air and water sanitation or the storage of CO2.

Source: Le Monde/Audrey Garric

50% OF THE ANIMALS DISAPPEARED IN FORTY YEARS

LOI DE FINANCES 2017 EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : QUELS IMPACTS POUR LES ACTEURS DU SECTEUR MINIER ?

Le 27 juin dernier, le Président Joseph Kabila a promulgué la loi de Finances 2017, approuvant ainsi le budget arrêté pour l'année 2017. Cette adoption tardive s'explique par le contexte politique particulier de la RDC. Le budget, évalué à 7,6 milliards de dollars américains (contre 6 milliards d'USD en 2016), doit notamment trouver ses ressources grâce à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale et douanière. Les entreprises minières pourront par ailleurs se réjouir de l'adoption définitive de l'exonération de TVA à l'importation lors des phases de recherche et d'exploration.

La loi de Finances entre en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2017. Quels en sont les principaux impacts pour les acteurs du secteur minier en RDC?

Augmentation générale des droits de douane.

Les droits et taxes dus sur l'exportation des produits miniers marchands sont augmentés et portés à des taux allant de 5% à 10%. Le taux des droits de douane appliqué à l'exportation du diamant et de l'or d'exploitation est également augmenté à 1,5% FOB. En outre, et dans un souci évident de sanctionner les mauvais élèves, des intérêts de retard sont ajoutés aux amendes douanières en cas de non-paiement ou de paiement tardif des droits de douane, et les délais de prescription de l'action en recouvrement des droits sont étendus à 6 ans (3 ans auparavant), pouvant aller jusqu'à 9 ans en l'absence de déclaration de marchandises (6 ans auparavant).

Souscription aux bons du Trésor

Les prêts à court terme au profit de la RDC (notamment par des personnes étrangères) sont encouragés par l'exonération totale d'impôts (c.-à-d. impôt mobilier et impôt sur les bénéfices et profits) sur les revenus des Bons et Obligations du Trésor.

Lutte contre l'évasion fiscale

L'Administration fiscale n'a désormais plus besoin de démontrer l'existence d'un lien de dépendance entre une entreprise de RDC et une entreprise établie dans un pays à fiscalité privilégiée ou non coopératif, pour soumettre à l'impôt sur le revenu les bénéfices considérés comme indirectement transférés hors de la RDC.

Par ailleurs, les charges afférentes aux services reçus de la part d'une entreprise étrangère liée doivent désormais satisfaire au principe de pleine concurrence pour être admises en déduction (en plus d'être afférentes à des services réels ne pouvant être rendus en RDC). Enfin, les paiements effectués à des entreprises étrangères (y compris les organismes financiers), établies dans un pays à fiscalité privilégiée ou non coopératif, ne sont admis en déduction de l'impôt sur le revenu (i) que lorsqu'ils correspondent à des opérations réelles, et (ii) qu'ils ne présentent par un caractère anormal ou exagéré. Les pays à fiscalité privilégiée sont décrits comme ceux dans lesquels l'entreprise étrangère n'y est pas imposable ou y

est assujettie à un impôt sur le revenu inférieur à 50% de celui qui lui aurait été appliqué si elle avait été établie en RDC. Les pays non coopératifs sont ceux qui ne se conforment pas aux standards internationaux en matière de transparence et d'échange d'informations dans le domaine fiscal.

Intérêts payés à une entreprise étrangère liée

Les intérêts payés à une entreprise étrangère liée n'étaient déductibles qu'à la double condition (i) que le remboursement du principal intervienne dans les 5 ans et (ii) que le taux des intérêts ne dépasse pas le taux moyen interbancaire internationalement reconnu au cours du mois du versement du principal. La deuxième condition est allégée puisqu'il est désormais admis que les intérêts soient déductibles si leur taux ne dépasse pas la moyenne annuelle des taux effectifs pratiqués par les établissements de crédit du pays où est établi le prêteur.

Nouvelle obligation déclarative en matière de prix de transfert

La loi de Finances 2015 avait introduit des règles en matière de prix de transfert afin de lutter contre les transferts illicites des bénéfices, obligeant ainsi les sociétés situées en RDC de disposer d'une documentation justificative sur les prix de transfert concernant les transactions réalisées avec des sociétés étrangères liées (dépendance de droit ou de fait). Cette documentation devait être tenue à la disposition de l'Administration à sa demande. Un seuil de chiffres d'affaires est maintenant introduit en deçà duquel les sociétés RDC sont libérées de cette obligation (seuil à déterminer par voie réglementaire).

Par ailleurs, les sociétés visées doivent désormais souscrire une déclaration spécifique comportant une documentation allégée sur les prix de transfert avant le 1er novembre de l'année N+1. La documentation allégée, ne se substituant pas à la documentation complète, doit comprendre des informations générales sur le groupe d'entreprises associées (activité déployée, actifs incorporels, politique de prix de transfert) et des informations spécifiques concernant l'entreprise RDC (activité déployée, récapitulatif des opérations intragroupes, méthode de prix de transfert utilisée).

Exonération de TVA à l'importation pour les miniers

Afin de pallier au problème du remboursement des crédits de TVA des entreprises minières qui voient ces derniers s'accumuler au cours des phases d'investissement (prospection et construction), l'importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, bénéficie désormais d'une exonération de TVA. Seuls les titulaires de droit miniers y sont éligibles (les sous-traitants sont donc exclus), et l'exonération est applicable uniquement pour les importations effectuées avant la phase d'exploitation minière.

Lutte contre la fraude TVA

Dans un objectif affiché de lutter contre la fraude, la TVA sur les opérations effectuées par les entreprises publiques dans lesquelles l'Etat détient la totalité du capital social est dorénavant retenue à la source par les entreprises minières (une amende égale au montant de la retenue est encourue).

Dispositif électronique TVA prévu pour le 1er janvier 2019

Il est enfin fait référence à un dispositif électronique fiscal auquel les assujettis devront se faire enregistrer et destiné à la collecte des données TVA à partir de 2019.

Nos conseils se tiennent à votre disposition pour vous apporter toute assistance.

PricewaterhouseCoopers Tax & Legal

Emmanuel Le Bras

PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Partner - Francophone Africa Energy Leader
Pointe Noire | République du Congo
emmanuel.lebras@cg.pwc.com
+242 05 534 09 07

Samuel Cazes

PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Senior Manager
Lubumbashi | République Démocratique du Congo
cazes.samuel@cd.pwc.com
+243 999 309 900

“LE BUDGET, ÉVALUÉ À 7,6 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS, DOIT NOTAMMENT TROUVER SES RESSOURCES GRÂCE À LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET L'ÉVASION FISCALE ET DOUANIÈRE.”

FINANCE LAW 2017 IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO: WHAT IMPACTS FOR THE PLAYERS OF THE MINING SECTOR?

On June 27, President Joseph Kabila promulgated the Finance Law 2017, approving the budget for 2017. This late adoption is explained by the particular political context of DRC. The budget, estimated at US \$ 7.6 billion (compared with USD 6 billion in 2016), must find its resources through the fight against fraud and tax & customs evasion. Mining companies will welcome the definitive adoption of the VAT exemption on imports during the research and exploration phases. The Finance Act enters into force with retroactive effect from the 1st January 2017. So what are the main impacts on the mining sector in the DRC?

General increase of Customs Duties

The duties and taxes payable on the export of mining commodities are increased to 5% and 10% (depending on the nature of the commodities). The tariff rate applied to the export of diamond and gold has also increased to 1.5% FOB. Moreover, and with a clear objective to combat fraud, late payment interest is added to the customs fines in the event of non-payment or late payment of customs duties, and the limitation periods for action to recover duties are extended to 6 years (3 years previously), and to 9 years in the absence of a goods declaration (6 years previously).

Subscription to Treasury bonds

Short-term loans to the DRC State (in particular by foreign persons) are encouraged by the total exemption from taxes (i.e. movable and profits tax) on income from Treasury bonds.

Fight against tax evasion

The tax authorities no longer have to prove the existence of a relationship between a DRC company and a company established in a country with a privileged or non-cooperative tax system in order to apply income tax on the profits considered indirectly transferred from the DRC. In addition, charges for services received from a related foreign company must now satisfy the arm's length principle in order to be tax deductible (in addition to the need to prove the reality of services and the fact that they cannot be rendered in the DRC). Finally, payments made to foreign companies (including financial institutions), established in a privileged or non-cooperative country, are only allowed as a deduction from income tax (i) if they correspond to real transactions and (ii) are not of an abnormal or exaggerated nature. Tax privileged countries are described as those in which the foreign company is not taxed or subject to an income tax of less than 50% of the tax that would have been charged if it had been established in the DRC.

Non-cooperative countries are those that do not comply with international standards on transparency and exchange of tax information

Interest paid to foreign related company

Interest paid to a foreign related company was deductible only under the dual condition that (i) repayment of principal occurs within 5 years and (ii) the interest rate does not exceed the internationally recognized average interbank market rate during the month in which the principal is paid. The second condition is simplified since it is now accepted that interest is deductible if its rate does not exceed the annual average of the effective rates charged by the credit institutions of the country where the lender is established.

New requirement regarding transfer pricing documentation

The Finance Law 2015 introduced transfer pricing rules to combat illicit transfers of profits, requiring from DRC companies to have documentary evidence on transfer prices for transactions with foreign related undertakings (de jure or de facto).

THE TARIFF RATE APPLIED TO THE EXPORT OF DIAMOND AND GOLD HAS INCREASED TO 1.5% FOB.

2019

Finally, reference is made to a tax electronic device to which taxable persons would have to register. This device is intended to collect VAT data from 2019 onwards.

This documentation should be made available to the Administration at its request. A threshold of turnover is now introduced below which the DRC companies are released from this obligation (threshold to be determined by a Regulation). In addition, the companies concerned must now subscribe to a specific declaration containing simplified transfer pricing documentation before the 1st November of year N+1. The simplified documentation, which does not replace the complete documentation, must include general information on the group of related companies (deployed activity, intangible assets, transfer pricing policy) and specific information about the DRC company (deployed activity, summary of intra-group transactions, transfer pricing method used).

VAT exemption on imports by mining companies

In order to solve the problem of

reimbursement of VAT credits to mining companies, which see them accumulate during the investment phases (prospecting and construction), the imports of goods by mining companies (excluding petroleum products) now benefit from a VAT exemption. Only the holders of mining rights are eligible (subcontractors are therefore excluded), and the VAT exemption applies only to imports made before the exploitation phase.

Fight against VAT fraud

With a clear objective of combating fraud, VAT on transactions carried out by public companies in which the DRC State holds the entire share capital, is now withheld by the mining companies (a fine equal to the amount of the VAT due is incurred).

Electronic VAT device scheduled for 1st January

We are available for any assistance.

Emmanuel Le Bras
PricewaterhouseCoopers Tax & Legal Partner - Francophone Africa Energy Leader
Pointe Noire | Republic of Congo
emmanuel.lebras@cg.pwc.com
+242 05 534 09 07

Samuel Cazes
PricewaterhouseCoopers Tax & Legal Senior Manager
Lubumbashi | Democratic Republic of Congo
cazes.samuel@cd.pwc.com
+243 999 309 900

TRADE SERVICE

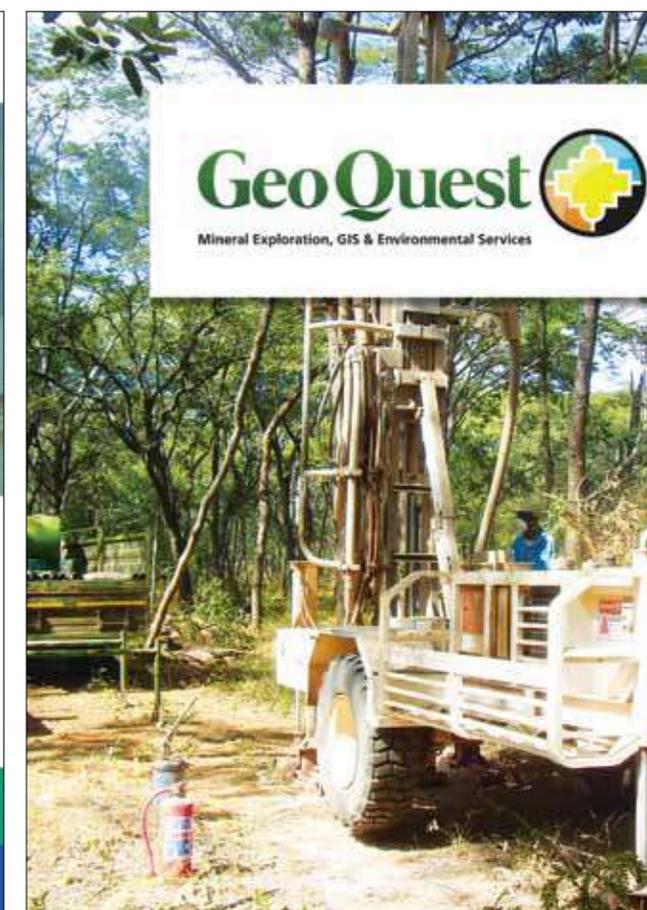
« Pourquoi sous-traiter ? »

VOS PROBLEMES SONT NOS DEVOIRS

TRADE SERVICE

www.tradeservice-sprl.com

+243 99 701 5137
info@tradeservice-sprl.com



SORO SOLO

MÉGAPHONE PARISIEN DE L'AFRIQUE MILITANTE

Depuis plus de 10 ans, le célèbre animateur de radio transmet en musique les messages d'une Afrique qui se bat pour la justice. Avec un énorme succès.

Mission de civilisation

Chaque semaine, il parcourt les couloirs labyrinthiques de la Maison de la radio, alternant accolades, éclats de rire et mots amicaux pour tous ceux qu'il croise, avant de s'installer derrière le micro. Dans les conditions du direct, l'homme charismatique aux fines dreadlocks grisonnantes enregistre une heure d'émission durant laquelle il fait découvrir les perles musicales de l'Afrique. Lorsque passent les morceaux, il danse frénétiquement, « Wouah, que c'est bon ça », ou retravaille scrupuleusement ses notes, le visage grave.

Les racines du succès radiophonique de l'animateur, né Souleymane Coulibaly, ont poussé près des champs de maïs et d'igname de ses paysages d'enfance. Dans le Korhogo des années cinquante, au nord de la Côte-d'Ivoire, son père, commerçant, achète un poste de radio. Très vite, l'objet devient « le nouveau Dieu » du village. « Je voulais devenir comme ce sorcier, cet homme qui parlait si bien dans le poste. On l'installait dehors avec cérémonial et tout le monde l'écoutait religieusement. »

L'homme le plus écouté de Côte-d'Ivoire

Celui que l'on surnomme « le vieux père », accepte volontiers de retracer les lignes fondatrices de son engagement. « Je reste marqué par mes origines paysannes. Le mépris de certains Ivoiriens urbains envers les petites gens ou les Burkinabè a profondément marqué mon enfance. De quel droit tant de condescendance ? » Avec pour terreau sa culture sénoufo, « où, dans le cadre rituel, il reste des espaces aménagés, où un jeune peut cracher ses quatre vérités au roi, les yeux dans les yeux », depuis Abidjan, le Soro débutant devient, au fil des ans, le héraut des citoyens opprimés.

De retour de ses études à Paris, le jeune animateur de matinale radio tend son micro aux rappeurs « nouchis » qui émergent d'Abidjan, passe les disques d'une Afrique qui éveille sa conscience. Mais la liberté de ton, qui le caractérise encore aujourd'hui, finit par lui coûter son poste. En 1989, parmi ses nombreuses heures quotidiennes à l'antenne de la radio nationale de

Côte-d'Ivoire, il lance sa chronique « Le Grognon ». Les plus modestes de la société y prennent la parole pour dénoncer les abus du gouvernement, des autorités. Avec 17 millions d'auditeurs, il est l'homme le plus écouté du pays, mais « joue avec le feu », selon son directeur des programmes.



© Fabrice Bernay

Avec son émission L'Afrique en solo, Soro Solo invite à découvrir les musiques d'Afrique, chaque semaine, depuis la Maison de la radio à Paris.



HOTEL MEMLING
Kinshasa, RDC

sabena hotels



Le Memling est l'hôtel cinq étoiles de référence au centre ville de Kinshasa. Il offre 180 chambres et suites de luxes ainsi qu'une infrastructure complète pour l'organisation de tout type d'évènement.

L'hôtel est lieu idéal pour un séjour d'affaire dans la capitale congolaise. Il offre un cadre sophistiqué et confortable, un service exigeant et toutes les commodités nécessaires. L'hôtel comprend deux restaurants, un bar, cinq salles de conférences, un lobby bar, une piscine, un centre de fitness, une galerie commerciale et un parking privé sécurisé.

Accès wifi performant dans les chambres, salles de réception et de réunion.

5d, av. de la République du Tchad, C/Gombe, Kinshasa, RD.Congo

Tél. : +243 81 70 01 111 - Fax : +243 81 30 13 333

Email : info@memling.net - Site web : www.memling.net

“Moi, l’Africain, je m’estime investi d’une mission de civilisation des Français. » Entre deux éclats de rire, la voix chaude et rocailleuse de Soro Solo conte l’Afrique, chaque semaine, au micro de France Inter. Pas celle des guerres ou des drames, souvent servie réchauffée aux auditeurs français, mais l’Afrique du quotidien : créative, combative, courageuse et militante.”

Menacé de mort

Après dix ans à déranger ceux qui abusent du pouvoir, un micro ne suffit plus pour arrêter les armes. Dès l’élection de Gbagbo, en 2002, deux de ses cousins sont froidement abattus : « Mon destin était scellé. » Soro fuit à Paris et devient réfugié politique. Quand il lance l’Afrique enchantée, il y a onze ans, avec son complice Vladimir Cagnolari, sur France Inter, il constate « que le Français lambda ne connaissait rien à l’Afrique, sinon l’actualité des drames, des dictateurs et des

clichés, alors que nous avons une histoire commune. Dès le départ, notre émission a une forte dimension didactique et politique. » La quotidienne cartonne, l’émission s’installe pour durer. L’émission devient la deuxième plus écoutée de France, sur sa tranche horaire dominicale. Depuis deux saisons, Soro Solo est seul aux commandes de L’Afrique en solo, avec une recette inchangée. « J’y resterai tant que l’on voudra bien de moi, lance-t-il, à son âge insoupçonnable. En dix ans, je crois avoir semé

quelques bonnes graines de connaissance et de découvertes de l’Afrique chez les Français, je vis cela comme un privilège. » Parmi les centaines de bureaux neufs, sobres et immaculés de la Maison de la radio, celui de Soro Solo dépareille : musique entraînante, posters de chanteurs et tentures recouvrent la porte et l’intégralité des murs. Comme un oasis, son « petit bout d’Afrique » à Paris.

PAR FABRICE BERNAY/ CFPJ ALTERNANCE

SORO SOLO: Megaphone of militant Africa in Paris

A civilizing mission

Each week, he wanders through the labyrinthine corridors of Paris’ Maison de la Radio, alternating braces, bursts of laughter and friendly words for all those he meets, before settling down behind the microphone. In live conditions, this charismatic man with thin greying dreadlocks records a show in which he reveals the musical pearls of Africa during one hour. While the music plays, he dances frantically – “Wow, that’s good” – or carefully reworks his notes, keeping a serious face.

The roots of Soro’s success – his real name is Souleymane Coulibaly – are near the yam and corn fields of his childhood. In the 1950s, his father, a trader, buys a radio station in his native town of Korhogo, in the North of the Ivory Coast. Very quickly, it becomes “the new God” of the village. “I wanted to become like this wizard, this man who spoke so well on the radio. We moved the radio set ceremoniously outside and everyone listened religiously”.



CONTACT
T. +243 (0) 815 583 058 – M. +243 (0) 811 525 519
HAOT4-SB@accor.com

Meeting planners

PROGRAMME DE FIDÉLITÉ LE CLUB ACCORHOTELS MEETING PLANNER

Professionnels de l’événementiel, organisateurs de réunions et d’événements d’entreprise, assistante de direction... AccorHotels récompense votre fidélité !

Votre fidélité mérite toutes nos attentions

2 \$ dépensés = 1 point
Gagnez des points à chaque événement organisé.

Financer votre prochain événement
En plus de vos séjours personnels, il est désormais possible d’utiliser vos points Rewards pour financer une partie de votre prochain événement !

Possibilité de financer un événement avec ses points à hauteur de 15% maximum du montant total HT, et ne peut excéder 1 500€.

Pas de limite du nombre de points reçus par événement et du nombre d’événements réalisés.

2 000 POINTS = 40 \$

Dès 2000 points, réservez avec vos points et économisez au minimum 40\$ sur votre prochaine réservation.

Eligible dans plus de 2 700 hôtels dans le monde.



ACCORHOTELS.COM
Feel Welcome
Meetings & Events

Ivory Coast's most renowned radio host He is often called "the old man", but he likes to trace the origins of his commitment. "I am still marked by my peasant origins. The contempt some urban Ivorians or Burkinabe display to the small people profoundly marked my childhood. What justifies so much condescension? » In his native Senoufo culture " spaces are reserved in a ritual context, where a young man can look the King straight in the eyes and tell him a few home truths". Over the years and from his early Abidjan period onwards, this awareness strengthened his desire to become the Herald of oppressed citizens.

Back from his studies in Paris, he started his career as a young morning radio host and held his microphone out to the 'nouchis', these rappers flowering in Abidjan, and played the tunes of an awakening African continent. But his freedom of speech, which is still his trade mark today, eventually cost him his job. In 1989, among many daily hours on the air of Ivory coast's national radio, he launched a programme called "Le Grognon" - "The Grouch" in which society's poorest took the floor to denounce abuses by the authorities. It reached 17 million listeners and was the most popular broadcast of the country. But according to his Programme Director, "he played with fire".

Death threats

After ten years of disturbing those who abuse power, a microphone is no longer enough to stop the use of weapons. Upon the election of Gbagbo, in 2002, two of his cousins were shot in cold blood. He understood his fate was sealed. Soro fled to Paris and became a political refugee. Eleven years ago, with his partner Vladimir Cagnolari, he launched Enchanted Africa on France Inter. There he realised "that the average French knew nothing about Africa, except news of dramas, dictators and stereotypes, while we have a common history. From the outset, our show had a strong educational and political dimension". The show hit, and the programme moved to last. On its Sunday time slot, it became the second most listened to in France. For the past two seasons, Soro Solo is the only one in charge of L'Afrique en solo (Africa solo), produced on an unchanged recipe.

"I'll stay as long as you want me", he says, his age still undeterminable. "In ten years, I think having planted a few good seeds of knowledge and discoveries of Africa among the French. I live it as a privilege". Among the hundreds of new, sober and immaculate offices of the Maison de la Radio, the one of Soro Solo is an exception: catchy music is played continuously while posters of singers and drapes cover the door and all of the walls. Like an oasis, it's his 'little Africa' in Paris.



By Fabrice Bernay – CFPJ Alternance

"As an African, I feel invested of a mission to civilise the French." Between two bursts of laughter, Soro Solo's warm and rocky voice narrates Africa, every week, at the microphone of France Inter. He does not relate the wars or dramas that are so often warmed up and served to the French listener, but speaks of Africa's everyday life: creative, combative, and courageously militant.

Thème
OEUVRER
À L'INDUSTRIALISATION
DE LA RDC

Sultani Makutano

The fair business Network
for a global Congo empowerment

KINSHASA | DU 14 AU 16 SEPTEMBRE 2017

makutano@sultanihotel.com
+ 243 89 70 03 512
www.makutano-network.org
@makutano_s SultaniMakutano

PLATINIUM 			
GOLD BANK 		GOLD CARRIER 	
GOLD 			
SILVER 			
BRONZE 			
MEDIA PARTNERS 			
PARTNERS 			
HOTEL 		WEB PROVIDER 	
PRINTER 		INSTITUTION - FOUNDATION 	
NETWORK 		PARTNERS 	

PICHA ASBL, ACTEUR DU DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CULTURELLE LUSHOISE

Fidèle à sa vocation de révélateur de nouveaux talents, l'Asbl Picha présentera, en octobre 2017, la 5e édition de la Biennale d'art contemporain de Lubumbashi

Le vaste héritage culturel et artistique de la République Démocratique du Congo dans les domaines de la création culturelle : arts visuels, musique, arts de la scène, artisanat, n'est pas seulement précieux, mais représente une chance considérable pour la création d'emplois, la croissance.

Les industries créatives se situent à l'intersection de l'art, de la culture, de l'économie et de la technologie. Leur développement demande des personnes hautement qualifiées non seulement dans les domaines artistiques, mais aussi sur le plan technique et dans la gestion. Une série d'infrastructures basiques (bâtiments, moyens de transports fiables,

fourniture d'électricité constante, accès aux TIC...) font encore défaut aujourd'hui.

L'absence persistante de conditions favorables à l'existence d'un véritable marché de l'art et de la culture a obligé, ces dernières années, de nombreux opérateurs culturels à se mettre en réseau pour favoriser l'émergence de pratiques soucieuses d'améliorer la situation.

C'est ainsi que depuis sa création, en 2008 par un groupe d'artistes, la Biennale d'art contemporain de Lubumbashi a tenté non seulement de mettre en lumière le vivier de nouveaux créateurs de la RDC mais aussi de positionner Lubumbashi comme une des villes africaines les plus créatives.

Malgré le manque de structuration du secteur de l'art en RDC et en Afrique en général, cet événement remarquable attire de plus en plus les regards et son modèle suscite l'intérêt sur le plan international. La Biennale d'art contemporain de Lubumbashi offre après 4 éditions, de vastes perspectives dans le domaine du tourisme en se profilant comme un véritable ambassadeur de Lubumbashi. L'affluence de visiteurs étrangers à Lubumbashi

pour la 5e édition de la Biennale sera l'occasion de mesurer l'impact de la culture sur l'économie locale, en particulier sur le secteur hôtelier. Associé à Palma Okapi Tours, aux institutions culturelles de la ville : Musée National de Lubumbashi, Institut des Beaux-arts de Lubumbashi, l'ASBL Dialogues, la Halle de l'Etoile, Picha Asbl, entend, par cette synergie des différents opérateurs culturels de la ville, généraliser les pratiques d'innovation pour tirer la qualité des professionnels vers le haut. Cet impératif d'innovation s'explique par le fait qu'une scène culturelle innovante s'exportera plus facilement, créera pour les artistes plus d'indépendance.

Sous la direction artistique de Toma Muteba Luntumbue, la 5e Biennale de Lubumbashi engage les visiteurs dans une étonnante expérience visuelle, narrative et pluridisciplinaire qui constituera un moment privilégié de découvertes, de débats sur l'identité de l'art actuel en Afrique centrale.



Jean Katambayi Mukendi, *Afrolampe # 1, 2016, ballpoint pen and marker pen on paper, 83 x 58,6 cm, courtesy trampoline, Antwerp.*

QUALITY OF LIFE, A NEW FRONTIER OF PERFORMANCE

FOOD SERVICES

HOSPITALITY SERVICES

LOCAL COMMUNITY DEVELOPMENT

CAMP DESIGN & CONSTRUCTION

At Sodexo, we believe that to create lasting value, organizations and society as a whole must place people at the center of their thinking. We consider Quality of Life to be an essential factor in individual and collective performance, and improving Quality of Life is our business and our core mission.

Every day we deliver more than 100 services, from food services, reception, maintenance and cleaning, to facilities and equipment management; from Meal Pass, Gift Pass and Mobility Pass, benefits for employees, to in-home assistance and concierge services. We are constantly developing our offer with new services that impact the quality of life of our 75 million consumers and improve the performance of our partners in 80 countries around the world.

To learn more about Quality of Life visit:

www.qualityoflifeobserver.com

Find out how we can improve your quality of life on:

www.sodexo.com

SCOTT D. RIGLER

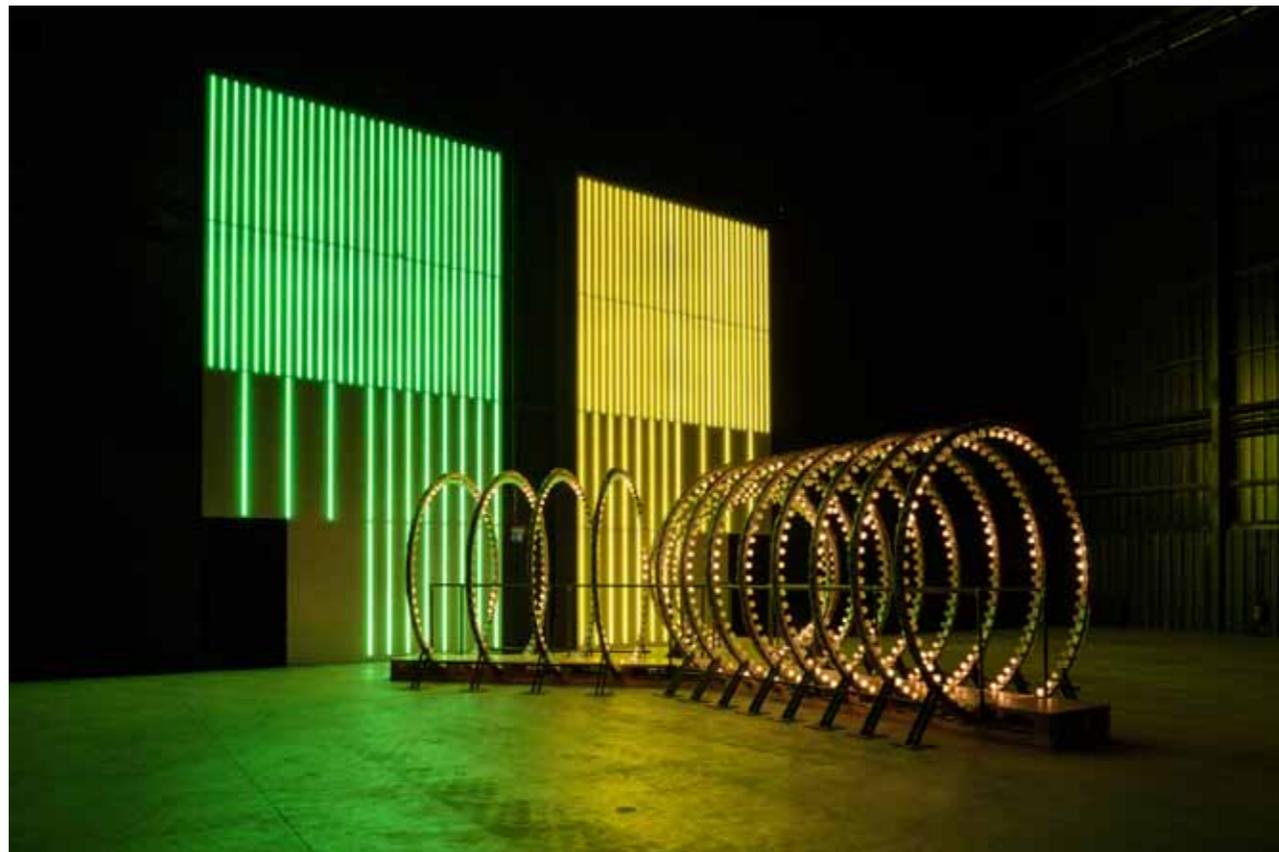
Tel: +243 (0) 81 434 3953

E-mail: scott.rigler@sodexo.com



QUALITY OF LIFE SERVICES

PICHA ASBL, WORKING ON THE DEVELOPMENT OF LUBUMBASHI'S CULTURAL INDUSTRY



Remaining faithful to its vocation of developing new talent, the Picha association will organise the 5th edition of the Lubumbashi Contemporary Art Biennial in October. The DRC's vast cultural and artistic heritage in the areas of cultural creation (visual arts, music, performing arts, crafts) is not only valuable, but also represents important opportunities for growth and job creation. Creative industries lie at the intersection of

art, culture, economy and technology. Their development calls for highly qualified people not only in artistic fields, but also on the technical level and in management. A number of basic infrastructures (buildings, means of transport, reliable electricity supply, constant access to ICT, etc.) are still lacking today. In recent years, the persistent absence of conditions favourable to the existence of a real artistic and cultural market has compelled cultural operators to set up

a network fostering the emergence of practices that will improve the situation. Since its creation in 2008 by a group of artists, the Lubumbashi Contemporary Art Biennial has attempted not only to highlight the pool of new Congolese creators but also to position Lubumbashi as one of Africa's most creative cities.

NOUVEAU PRODUIT

中国龙

DRAGON DE CHINE



• à petit prix •

disponible à la Clé des Châteaux

Avenue Kibati numéro 14, quartier industriel Lubumbashi.

Tél : 099 68 46 783

E-mail : lacledeschateaux@brasimba.com

Ouvert de 10h00' à 18h00' du mardi au samedi

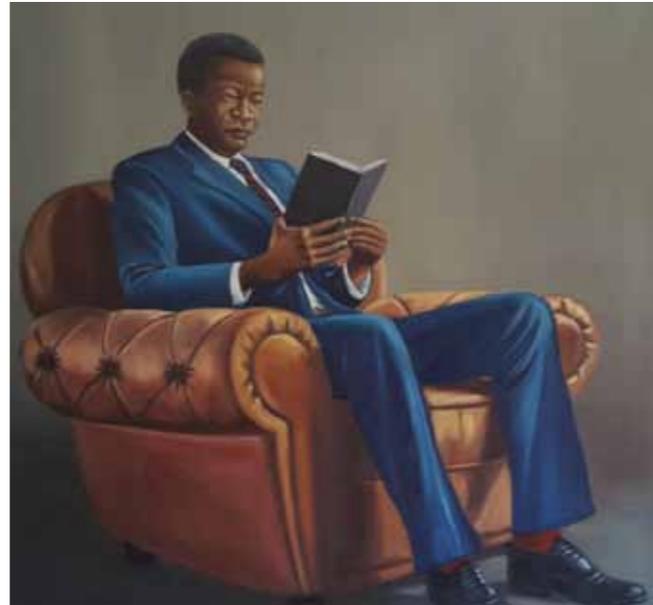
LA CLÉ
des Châteaux

Despite the Congolese and African art sector's lack of structure, this remarkable event draws more and more attention and its format is attracting international interest. After four editions, the Contemporary Art Biennial of Lubumbashi offers broad prospects in the field of tourism in profiling itself as a true ambassador of Lubumbashi. The influx of foreign visitors to Lubumbashi for the 5th edition of the biennial will be an opportunity to measure the impact of culture on the local economy, in particular on the hotel sector. Through creating synergy between the city's cultural operators, the the National Museum of Lubumbashi, the Institut des Beaux-arts of Lubumbashi, the non-profit organisation Dialogues, the Halle de l'Etoile, and Picha Asbl intend, in association with Palma Okapi Tours, to generalise innovative practices that boost the quality of the sector's professionals. This imperative of innovation is explained by the fact that a cutting edge cultural scene will export more easily, and will create more independence for artists.

Under the artistic direction of Toma Muteba Luntumbue, the 5th Biennial of Lubumbashi engages the visitors in an amazing visual, narrative and multi-disciplinary experience, a special time of discoveries and for debate on the identity of contemporary art in Central Africa.



The Messenger 1, oil on canvas, 60.5x91cm, Zemba Luzamba (artiste invité à la 5ème Biennale de Lubumbashi)



Face on book, oil on canvas, 2016. 100x120cm, Zemba Luzamba (artiste invité à la 5ème Biennale de Lubumbashi)

Jeffery Travels

Jeffery Travels | Always One Step Ahead

Airline Ticket
Hotel Accommodation
Car Rental
Tour Packages
Honeymoon Packages
Airport Assistance
Travel Insurance
Visa Service

Travel is more than having a destination in mind; it's discovering a place in your heart you've never been before.

the traveller



THE
ULTIMATE
TRAVEL
DEALS

Visit Us
www.jeffery-travel.com
Lubumbashi Town Office
Carrefour Office
Karavia Office
Luano Airport Office
Call Now
+243 819 072 960
+243 819 991 101
+243 816 546 523
+243 817 307 772

EN BREF

Vers une guerre du lithium ?

Au sud-est de la RDC, la ruée sur le lithium, encouragée par l'essor du marché des batteries électriques, est la source de rivalités entre ténors de l'industrie minière. Le financier britannique Jason Brewer (PDG d'African Phosphate et administrateur de Vector Resources et Cape Lambert, le magnat minier et pétrolier australien David Lenigas (LGC Capital) et l'américain Victor Hanna, ex-DG Afrique d'Eurasian Resources Group, cherchent à s'emparer des périmètres disponibles. La société australienne 1620 Capital Pty Ltd a signé deux accords pour acquérir des intérêts dans des permis de lithium près de Manono, dans la province du Tanganyika, dont un détenu par la société publique congolaise Cominière. Les opérations de 1620 sur ses nouveaux permis devraient être suivies avec attention par le pouvoir de Kinshasa.

Source : Africa Mining Intelligence

Afrique du Sud: Trade&Industry invite les entreprises à investir en RDC

Au sud-est de la RDC, la ruée sur le lithium, encouragée par l'essor du marché des batteries électriques, est la source de rivalités entre ténors de l'industrie minière. Le financier britannique Jason Brewer (PDG d'African Phosphate et administrateur de Vector Resources et Cape Lambert, le magnat minier et pétrolier australien David Lenigas (LGC Capital) et l'américain Victor Hanna, ex-DG Afrique d'Eurasian Resources Group, cherchent à s'emparer des périmètres disponibles. La société australienne 1620 Capital Pty Ltd a signé deux accords pour acquérir des intérêts dans des permis de lithium près de Manono, dans la province du Tanganyika, dont un détenu par la société publique congolaise Cominière. Les opérations de 1620 sur ses nouveaux permis devraient être suivies avec attention par le pouvoir de Kinshasa.

Source : Africa Mining Intelligence

IN BRIEF

Towards a Lithium War ?

The big names of the mining industry are rushing in to grab a share the DRC's lithium, a metal in hot demand with the electric battery booming. British financier Jason Brewer (CEO of African Phosphate and board member of Vector Resources and Cape Lambert), Australian mining and oil magnate David Lenigas (LGC Capital) and American Victor Hanna, former head of Eurasian Resources Group (ERG) appear all to be vying for permits. Australian firm 1620 Capital Pty Ltd signed two agreements to purchase a stake in lithium permits near Manono, in the Tanganyika province. One of them is an exploration license held by Congolese state-owned firm Cominière. Kinshasa is likely to keep a very close eye on 1620's operations on its new permits.

Source: Africa Mining Intelligence

South Africa: Trade&Industry invites companies to participate in investment and trade initiative to DRC

The Department of Trade and Industry (DTI) invites South African companies to apply to participate in the 7th Investment and Trade Initiative (ITI) to the Democratic Republic of Congo, which will take place in Kinshasa and Lubumbashi, from 18-22 September 2017. The Minister of Trade and Industry, Dr. Rob Davies says the objective of the mission is to increase trade and investment between South Africa and the DRC: "This mission is an ideal platform for South African companies who would like to export value added products and services with the view to building regional value chains and for companies who are looking for opportunities towards investing in manufacturing capabilities as well as skills and technology transfer with the business community in the DRC."

Source: All Africa



LUBUMBASHI • +243 814 054 055 | KOLWEZI • +243 994 959 922
info@panaco-rdc.com

malabar business travel
 AGENCE DE VOYAGE
 KINSHASA - LISIEBURG - KICHELZ

- Billets internationaux
- Billets domestiques
- Protocole à l'aéroport
- Salon VIP à l'aéroport
- Réservation d'hôtels
- Location de véhicules
- Navette entre l'aéroport et la ville
- Assurance voyage
- Assurance vie
- Visa Dubaï
- Visa RDC
- Permis de travail
- Carte de résident
- Lettre d'invitation
- Permis de conduire
- Assistance au sol (job privés)

Lubumbashi +243 81 332 6641 - Kinshasa +243 81 662 5471 - www.malabar-group.com / www.malabar-travel.com

bd architects f v t
 COMPLETED PROJECTS IN AFRICA & EUROPE

Construction Design
Construction Management
Master Planning
Environmental Sustainability

VU DANS



Le jeudi 21 juillet, à Lubumbashi, Messieurs Patou Nkenda, Directeur Régional pour Canal + RDC, Paul Tamba Directeur des ventes et Alain Osumba Responsable Communication, ont convié les journalistes à la conférence de presse organisée à Kinshasa à l'hôtel Memling à l'occasion du lancement de la nouvelle chaîne A+ SPORT.

Thursday 21st of July, Patou Nkenda Regional Manager of Canal + in DR Congo, Paul Tamba Sales Manager and Alain Osumba Marketing Manager invited journalists to the press conference they organised for the launching of the new channel A+ SPORT.

Les Coursiers
Nous courons pour vous!

Livraison urbaine dans la ville de Lubumbashi et ses environs
COURRIER ET PETITS COLIS

Contacts
 +243819999921 - +243993202222
 lescoursiers@lescoursiers-rdc.com
 1, Avenue Kalulako - Lubumbashi - RDC

LE GREEN TEE

RESTAURANT GOLF CLUB

ROUTE DU GOLF
 LUBUMBASHI

+243 817106421
 GREENTEELUSHI@GMAIL.COM





RENDEZ-VOUS

SPECIAL TELECOM

QUALITÉ DE VIE DANS LES MINES

MERCI AUX ANNONCEURS QUI FONT CONFIANCE À MINING & BUSINESS MAGAZINE
THANKS FOR YOUR TRUST

AIRTEL	CONGO EQUIPMENT
RAWBANK	QUIN MAT
STEEL	TRADE SERVICE et GEO TECH
CANAL +	PULLMAN KARAVIA
MD SERVICES	MEMLING
BCDC	SULTANI MAKUTANO
SYSTEMIS	SODEXO
SAX	BRASIMBA
DEV SOLAIRE	JEFFERYS
BOLLORE	PANACO
GLOBAL	MALABAR – 3BD ARCHITECTS- LES COURSIERS – GREEN TEE
KARIBU	SODEICO
BUSH CAMP	TMB
AEL	
DISTRITECH – BOSCH	
TIAFRICA	
PROSTEEL	

Directeur de Publication : Olivier Loury
Chef d'édition : Marie-Aude Delafoy
Rédacteur en chef : Georges Brasseur
Contributions : Didier Julienne, Joost Van Vlierberghe, Richard Jaeger

com - www.miningandbusiness.com
JACACY : +243 810 901 590 - +243 998 230 030 - +243 853197999 - kitidi061@gmail.com

Crédit photos : Paul Bertin, Editions Jonglez, JD Burton, SpinTelligent, AfricaInside

Diffusion ZAMBIE : +260 97 8289552 - christelle2terra@yahoo.com
Service Abonnements: administration@corneillesima.com +243 852 574 633

Traduction : MMDD Agency

Publicité / Advertising : CORNEILLE & SIMA
Haut - Katanga: +243 852 574 633 - +243 818 443 016 - advertising@corneillesima.com - info@corneillesima.com

Service Abonnement RDC : C&S : +243 852 347 463 – info@corneillesima.com

Représentation Kinshasa : CORPORATE BUSINESS PARTNER
03 AVENUE BISMARCK. C.GOMBE / IM-MEUBLE START UP
+243 999964285
+243 991020000

Maquette et réalisation : Corneille & Sima

Diffusion RDC : CORNEILLE et SIMA et JACACY

Imprimeur : New Horizon Printing
Permis d'exploitation N°BNC/SPK/02/2015
Dépôt légal N° 04.20.2015.94

CORNEILLE et SIMA : +243 852 574 633 – communication@corneillesima.com

Edité par: LOGO C&S (Rouge et noir)
Corneille et Sima – editor@corneillesima.com - www.miningandbusiness.com
Contact : +243 852 574 633 - +243 994097343

MINING & BUSINESS Magazine est imprimé à 5000 exemplaires



SODEICO
medical

In order to promote access to health care to the greatest number, SODEICO Medical offers its members a wide network of medical services to optimize the management of their employees' health care. Our agreements with different centers cover medical consultations and care 7 days on 7 and 24 hours on 24. They also cover pharmaceutical needs of patients. This service provides medical coverage for the agents and their legal dependents (spouse and minor children).

Advantages

- Guarantee of controlled costs
- Control and Limitation of dependents as well as developing internal Medical policies, prevention and counseling.
- Quality of Medical care provided by contracted health centers and hospitals
- Respect for Medical care procedures
- Professional medical facilities throughout the country

Flex :
Individual coverage

Family :
Coverage for the family (5 people max)

VIP :
Priority access to medical care (Possibility to include evacuation for expatriate)

Kinshasa, 04, Av. du Marché, Kinshasa/Gombe,
Lubumbashi, 61, Av. Maniema, Lubumbashi
+243 81 990 46 03
cd@sodeico.org
www.sodeico.org

Zambia, 2nd floor, Blue house part of plot 2374
Great east Road Arcades - Lusaka
+260 21 138 87 17
zambia@sodeico.org
www.sodeico.org

NOUVELLES AGENCES TMB À KINSHASA & KIKWIT



ENSEMBLE,
PARTOUT
EN RDC!



Best Bank in the DR Congo
2011 to 2016
Best Product Launch Africa
2016

